

TEST CF Item = Barcode Top - Note at Bottom =  
CF\_Item\_One\_Barcode\_BC5-Top-Sign-narrow

Page 2  
Date 02/Dec/2004  
Time 10:06:24 AM  
Login Name Margaret Girge



CF-RAI-USAA-DPP-LIB-2004-00115

Expanded Number **CF-RAI-USAA-DPP-LIB-2004-00115**

External ID **CF-LIB-U1.1 REM 1983 - 90001100- P02**

Title

**40,000 ENFANTS PAR JOUR Vivre la Cause de l UNICEF - scanned copy  
Part 2 of 3**

Date Created  
01/Jan/1983

Date Registered  
02/Dec/2004 at 9:28 AM

Date Closed

Primary Contact

Owner Location

Home Location

Current Location/Assignee

**Library & Special Collections Related Functions**

**Library & Special Collections Related Functions**

**At Home Location: Library & Special Collections Related Functions**

FI2: Status Certain? **No**

FI3: Record Copy? **No**

at, Internal Rec or Rec Copy

Contained Records

Container

Number 3

Field 1

Field 2

Full Classification Number

Published

Field 3: Doc Type - Forma

Field 1: Date First Publish

Priority

Record Type **A01 DPP-LIB ITEM**

Source Document

Document Details **Record has no document attached.**

Record = RAMP-TRIM Record Number: **CF-RAI-USAA-DPP-LIB-2004-00115**

Notes

2 SIDED  
SCAN  
/C

Print Name of Person Submit Image

Signature of Person Submit

Number of images  
without cover

84

BLANK

En 1960, Abidjan, la capitale de la Côte-d'Ivoire, était une petite ville fortement imprégnée d'une présence française qui venait officiellement de prendre fin. On n'y trouvait pas encore les buildings et les grappes de bidonvilles qui enserrent aujourd'hui presque toutes les grandes cités d'Afrique. Avec sa tour de contrôle et son unique bâtiment, son aéroport ressemblait à un aérodrome de province. S'y retrouver seul, une valise à la main, dans la chaleur moite de janvier, avait quelque chose de singulier. Ce n'était pas ce à quoi je m'attendais en descendant de l'avion en provenance de Rome. Je n'espérais ni fanfare ni tapis rouge. Mais, expert international chargé de mission auprès du gouvernement du président Houphouët-Boigny, je pensais naïvement tomber au moins sur un fonctionnaire qui se serait déplacé pour m'accueillir, guider mes premiers pas dans une ville dont j'ignorais tout et me conduire, comme on dit, « jusqu'à mon hôtel ». Ce fut ma première surprise : personne ne m'aborda, personne ne me demanda si j'étais bien le docteur Remy, envoyé par la FAO pour mettre au point en Côte-d'Ivoire un programme de nutrition. Après avoir fait les cent pas dans le hall en dévisageant, dans l'espoir de me faire reconnaître, les quelques Africains vêtus à l'européenne qui en poussaient la porte, je me rendis à l'évidence : je n'étais pas attendu et ma venue n'intéressait personne.

Je ne savais pas où aller. Un employé de l'aéroport eut pitié de moi. Il m'indiqua un petit hôtel qu'il connaissait à Treicheville, le quartier marginal d'Abidjan. C'était un hôtel sombre et antique. Il me fallut, avant de me coucher, chasser la nuée de cafards qui s'étaient réfugiés sous mon oreiller. Je m'endormis en me demandant pour la dixième fois depuis ma descente d'avion ce que j'étais venu faire dans ce pays.

Ainsi s'acheva ma première journée d'expert en nutrition de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture.

La FAO, qui a son siège à Rome, est un peu le forum des ministres de l'Agriculture du monde entier. Son sigle, « Fiat Panis » (Que le pain soit), résume parfaitement son but. Sa raison d'être, c'est la production pour l'alimentation. Mais, contrairement à d'autres organisations internationales comme l'OMS, l'UNESCO ou l'UNICEF, son approche est essentiellement économique. C'était, à l'époque, ce qui m'intéressait. Jusque-là, pendant les onze années que j'avais passées au Maroc, j'avais abordé les problèmes en médecin. C'était ma qualité de médecin qui, à travers la découverte des maladies de la malnutrition, avait fait de moi un nutritionniste. A présent, la maîtrise des mécanismes économiques me séduisait davantage. Au sein de la FAO étaient analysées les données de la production agricole mondiale. Cet aspect global, international, de l'étude des problèmes du développement, cette recherche d'un équilibre entre la production agricole des pays du tiers monde et les besoins nutritionnels de leur population, la volonté de lutter contre la malnutrition en corrigeant les erreurs de politiques d'importation et d'exportation mal adaptées me paraissaient le sommet de la réflexion en matière de progrès.

La FAO est une organisation internationale dépendant de l'ONU. On ne peut la suspecter de partialité, on ne peut l'accuser de favoriser des intérêts particuliers. Ce désintéressement, lui aussi, me séduisait. J'avais pris, en quittant le Maroc, la décision de servir les Nations unies plutôt qu'un système de collaboration bilatérale. L'ONU ne véhicule aucun parti pris politique; elle ne choisit pas ses partenaires en fonction de préférences plus ou moins avouées, elle n'impose pas ses vues, elle ne fait pression sur personne. Sa volonté de coopération est universelle. Ses membres

utilisent leurs techniques et leurs connaissances uniquement, du moins en principe, au nom de l'organisation elle-même. Pendant onze ans, j'avais dû compter, dans mon travail, avec les préjugés, les pesanteurs et les blocages qui rendaient la situation politique marocaine si tendue. Je ne voulais plus retrouver ces freins. J'avais peur d'être lié, dans le cadre d'une action bilatérale, à des intérêts privés ou à des impératifs nationaux qui auraient pu entraver ou influencer ma propre activité. A l'inverse, l'humanisme de l'ONU correspondait à mon goût pour la gratuité. L'action des Nations unies auprès d'un pays ou d'une population n'est pas payante. En échange de sa collaboration, l'ONU ne demande rien. Le travail de ses agents fait partie du capital international.

J'avais acquis au Maroc une expérience assez complète en ce qui concernait la planification alimentaire, « l'éducation des consommateurs » et la mobilisation des systèmes commerciaux en faveur de l'alimentation des populations les plus démunies. En 1960, cette expérience n'était pas très répandue. Elle pouvait être utile. A la fin de mon séjour au Maroc, Marcel Autret m'avait proposé d'entrer à la FAO et de travailler pour la direction de la nutrition, qu'il dirigeait. Sa proposition correspondait tout à fait à mon état d'esprit du moment.

L'idée majeure de la division de la nutrition de la FAO rejoignait ma façon de voir les choses. Il s'agissait avant tout, pour Autret et ses collaborateurs, de pousser les pays en voie de développement à orienter leur production agricole et leur politique commerciale vers la satisfaction des besoins alimentaires tels que les définissaient les biologistes. Fournir à chaque individu les calories, les protéines, les vitamines et les sels minéraux indispensables à sa survie, tel était, pour les nutritionnistes, le but à atteindre. Nous voulions réconcilier cette exigence de base – manger non seulement à sa faim mais se nourrir de façon équilibrée – avec les impératifs économiques des pays du tiers monde. Cela peut paraître élémentaire. On verra que ce n'était pas si simple : les nutritionnistes, je l'ai déjà dit, sont de grands naïfs.

En 1960, ils se considéraient un peu comme des croisés. Le seul mot de nutrition déclenchait à l'époque un intérêt passionné. Josué de Castro venait de publier son livre, où il démontrait,

statistiques à l'appui, que la fécondité est inversement proportionnelle à la consommation des protéines. Il expliquait que, dans les pays les plus pauvres, la pénurie alimentaire des familles provoque un réflexe de reproduction. La plupart des habitants du tiers monde comptent en effet sur leurs enfants pour les nourrir pendant leur vieillesse. Josué de Castro avait raison en ce sens qu'il est vrai que la sécurité alimentaire aboutit à une sécurité générale, donc à la stabilité sociale. Son raisonnement revenait à dire : « Nourrissez mieux les hommes, répartissez de façon plus juste les biens alimentaires entre les riches et les pauvres, et vous contrôlerez l'explosion démographique, source de tous les déséquilibres. »

Cette vision idéale du monde cadrerait bien avec l'optimisme du début des années soixante. Et elle prouve l'importance qu'on accordait alors à la nutrition.

J'étais passionnément nutritionniste. Je pensais, de façon peut-être un peu simpliste, qu'en réglant les problèmes de nutrition, on réglerait beaucoup de choses. Il me semblait qu'il existait enfin une solution à la tragédie du sous-développement, dont le spectacle m'avait tant choqué, notamment dans les bidonvilles de Casablanca. Pour moi, comme pour tous les nutritionnistes, cette tragédie avait deux grands responsables : la pénurie alimentaire et la malnutrition, d'où découlaient la pauvreté et le mauvais état de santé des populations du tiers monde.

Le remède que nous propositions était simple. « Transformons les conditions de production et d'échange, disions-nous, et nous rétablirons l'équilibre alimentaire, diminuant du même coup les agressions contre la santé publique. » Les nutritionnistes voyaient le sous-développement comme un cercle vicieux. « Il n'y a pas assez d'aliments parce que les gens ne produisent pas assez; ils ne produisent pas assez parce qu'ils sont mal nourris; s'ils étaient mieux nourris, ils produiraient davantage et la plus grande partie des difficultés disparaîtrait. » Là encore, nous péchions par optimisme. Il me fallut de nombreuses années pour apprendre que la malnutrition et la sous-nutrition ne sont que les révélateurs d'une situation globale, que le phénomène qui provoque l'insuffisance de la production et de la distribution des produits

## RENCONTRE AVEC L'UNICEF

alimentaires n'est autre que le sous-développement lui-même. Ses facteurs sont tous liés et ne peuvent être traités séparément. Un plan de nutrition comme celui que j'avais mis au point au Maroc et que j'avais l'intention de reproduire en Côte-d'Ivoire, ne peut réellement porter ses fruits que s'il s'insère dans un plan de développement économique et d'amélioration de la santé. Il n'y a pas d'approche par secteur. Tout s'imbrique dans un tout très complexe.

Le drame de la sous-alimentation n'est qu'un des éléments de cette situation d'ensemble. Mais il en constitue un des aspects les plus marquants, un de ceux qui heurtent le plus violemment les sensibilités, on pourrait dire un des plus « spectaculaires ». Même ceux qui n'ont jamais eu à supporter la faim savent ce qu'elle a de dégradant pour la personne humaine. Comme de nombreux Français de ma génération, cette faim, la vraie, celle qui prend aux entrailles, je l'avais connue. En 1941, j'avais vu mon père, soumis à des activités épuisantes, renier, pour l'assouvir et soulager la souffrance et l'angoisse qui en résultent, des principes auxquels il tenait profondément. Cette image m'avait marqué. Les ravages de la malnutrition, ses conséquences incalculables étaient pour moi une humiliation insupportable.

La pénurie alimentaire est toujours le résultat d'une injustice. C'était cette injustice que les nutritionnistes cherchaient à faire disparaître. Même s'ils ne voyaient le problème du sous-développement que sous l'angle de l'alimentation, ils tenaient un langage nouveau qui remettait déjà en question l'ordre économique mondial. Leurs idées ne plaisaient pas à tout le monde. Les partisans d'une expansion à outrance les considéraient un peu comme des révolutionnaires, des contestataires « apatrides », des séditeux. D'autant qu'ils diffusaient leurs idées par l'intermédiaire d'organisations internationales dépendant de l'ONU qui, par définition, devrait oublier les frontières et les intérêts à court terme.

La politique que nous préconisions en était encore à ses balbutiements. Elle existait depuis quelques années au Maroc mais elle était une nouveauté ailleurs, notamment en Afrique. La FAO cherchait à la faire appliquer dans l'ensemble du tiers monde. La Côte-d'Ivoire fut le terrain d'une de ces tentatives.

En 1959, juste après l'indépendance de son pays, le président Houphouët-Boigny, médecin lui-même, avait été très impressionné par un exposé qu'avaient fait devant lui des nutritionnistes de la FAO. Les thèmes que ces experts avaient mis en avant, thèmes très simples selon lesquels il suffisait, pour améliorer l'alimentation des Ivoiriens, ce qui favoriserait de façon décisive le développement de la Côte-d'Ivoire, de modifier les liens entre la production et la consommation, l'avaient convaincu. Son gouvernement avait donc demandé la collaboration d'un expert de la FAO. Mais, entre le moment où cette requête était partie pour Rome et celui où j'avais été désigné, alors que je n'avais que quelques mois de « maison », pour cette mission, plusieurs mois s'étaient écoulés. La bureaucratie, même et surtout au sein d'une organisation internationale, ne se laisse pas facilement oublier. Lorsque j'arrivai à Abidjan, plusieurs membres du gouvernement ivoirien, dont le ministre de l'Agriculture, avaient changé. Et personne, en Côte-d'Ivoire, ne se souvenait de la requête qui avait abouti à ma nomination. Voilà pourquoi je me retrouvai en janvier 1960 dans un hôtel de Treicheville, seul avec ma valise et luttant, la nuit, contre l'encombrante prolifération des cafards.

Il me fallut des mois, non seulement pour me faire connaître, mais pour exister. Je me souviens de longues errances à pied ou en taxi sur le plateau d'Abidjan, d'innombrables démarches que je fis pour essayer, en rencontrant ceux qui m'avaient appelé et avec qui j'allais devoir travailler, de reconstituer le puzzle qui avait fini par provoquer mon arrivée dans cette ville.

J'eus tout le loisir, pendant cette période, d'explorer Abidjan. La malnutrition, surtout à Treicheville, y était visible. Je reconnaissais, en parcourant les rues, des symptômes qui ne trompaient pas. La Côte-d'Ivoire est pourtant un pays prospère; la nature y est généreuse. Rien à voir avec la parcimonie et l'austérité du Maghreb. On trouvait sur les marchés tout ce qui semblait nécessaire : du poisson, des fruits, des féculents. Ces biens, encore fallait-il pouvoir les acheter en quantité suffisante et surtout les consommer de façon équilibrée. Dans les quartiers les plus



pauvres, le contraste entre cette disponibilité et la faiblesse du pouvoir d'achat des habitants révélait un déséquilibre caractéristique : alors que la Côte-d'Ivoire avait amorcé son développement, la malnutrition persistait et risquait de s'étendre. En dépit d'inégalités sociales flagrantes et de l'enrichissement des nouvelles classes privilégiées, les gens ne souffraient pas réellement de la faim. Mais la rupture des modes alimentaires traditionnels, conséquence de l'application d'un modèle importé par l'ancienne puissance coloniale et d'une conception du développement « à l'occidentale », privait la population la plus démunie d'une partie des ressources produites par le pays.

Ce constat justifiait les options de la FAO et la politique qu'elle cherchait à faire adopter par les gouvernements africains. Il servit de base aux entretiens que j'eus enfin avec les dirigeants ivoiriens et leurs collaborateurs. L'intérêt que le président Houphouët-Boigny portait à la nutrition m'aida un peu dans ma tâche. En Côte-d'Ivoire et dans la plus grande partie de l'Afrique, le phénomène de la malnutrition était encore mal perçu. L'idée que l'alimentation n'est pas faite uniquement pour satisfaire la faim et remplir les estomacs, mais qu'elle doit contenir des produits qui s'équilibrent et satisfassent les besoins physiologiques et biologiques de l'homme, était encore, là comme ailleurs, une idée neuve. Les techniciens des ministères de la Santé, de l'Éducation et de l'Agriculture, les responsables des pêches ou du commerce admirent son bien-fondé et se montrèrent ouverts. Mais à ma grande surprise, car j'étais un naïf, je me heurtai à l'hostilité à peine voilée du ministre du Plan.

Dans les pays neufs, le ministère du Plan est un ministère clé. De lui dépendent les orientations économiques, la mise en valeur et l'exportation des richesses nationales. Le ministre du Plan de la Côte-d'Ivoire avait une vision très précise du développement. Cette vision ne cadrerait pas avec la mienne. Il en résulta une froideur et une incompréhension que nombre de mes collègues nutritionnistes rencontrèrent à la même époque dans d'autres régions du monde. Pour le ministre, les impératifs économiques passaient avant tout. A ses yeux, l'objectif prioritaire, c'était la modernisation de la Côte-d'Ivoire, son intégration dans le système économique mondial. Pour cela, il fallait l'industrialiser et transformer son

agriculture en favorisant les cultures d'exportation : palmier à huile, ananas, bois. Le reste suivrait. Les devises que rapporteraient les exportations permettraient d'acheter ce qui était nécessaire à la poursuite du développement économique, en particulier les produits pétroliers, tout en enrichissant la nation. Cette richesse finirait fatalement par profiter à tous ; les « retombées » de l'expansion élèveraient donc à coup sûr le niveau de vie de la population.

Ce modèle de développement, basé sur la théorie du « *trickle down* » (théorie des retombées), était alors universel. Seuls ou presque, les nutritionnistes mettaient le doigt sur ses faiblesses et sa brutalité. Témoins des difficultés quotidiennes des hommes, ils craignaient que le bouleversement des habitudes provoqué par une transformation trop rapide des modes de production n'entraîne de graves déséquilibres. Amenés non plus à consommer leur propre production mais à acheter ce dont ils avaient besoin, les gens risquaient de le faire sans discernement, surtout s'ils ne disposaient pas des informations indispensables pour se nourrir correctement et éviter ainsi la dégradation de leur état de santé. D'un autre côté, cette fameuse redistribution des richesses, qui devrait normalement découler de l'expansion, n'est souvent qu'un marché de dupes : dans la plupart des cas, les « retombées » de l'enrichissement national profitent à ceux qui possèdent et appauvrissent les autres.

Il est intéressant de constater que, vingt ans plus tard, ce mode de développement, alors adopté par tous, est aujourd'hui remis en question par la majorité des économistes. Ils reconnaissent à présent que la filière de retombée des bénéfices doit être organisée et orientée de façon stricte si on ne veut pas aboutir au résultat inverse de celui qu'on recherchait, c'est-à-dire à un approfondissement et à une extension du sous-développement.

Cette crainte, les nutritionnistes étaient à peu près les seuls, en 1960, à l'exprimer. Mais ni les économistes ni les responsables des différents pays n'étaient encore prêts à les entendre. Nous ne nous faisons pourtant que les avocats d'un certain bon sens. Je me souviens par exemple de cette usine de thon d'Abidjan, où, après que les pêcheurs eurent livré le poisson encore vivant, on le découpait en filets et on le mettait en boîte pour l'envoyer en

## RENCONTRE AVEC L'UNICEF

Europe, alors que dans le lycée d'à côté, on nourrissait les élèves avec des conserves de sardines importées de France. Je retrouvai là les absurdités contre lesquelles j'avais lutté au Maroc, avec l'appui du gouvernement et d'une grande partie de la population.

En Côte-d'Ivoire, j'étais seul avec mes arguments. Ma première recommandation, qui consistait donc à remettre en question au sommet la politique alimentaire du pays et les liens entre la production et les besoins de la consommation, ne fut jamais prise en compte par le ministère du Plan. Le ministre et ses collaborateurs me firent comprendre, à coups de rendez-vous sollicités mais rarement accordés, qu'il valait mieux que je me mêle de ce qui me regardait. Je dus me contenter de parler publiquement de cette nécessité d'importer de façon sélective ce qui était vital pour la population sans exporter des biens utiles au pays. Ces discours n'eurent aucune influence sur la politique d'ensemble de la Côte-d'Ivoire.

Ce fut pour moi une grande leçon. J'appris, comme les autres nutritionnistes qui travaillaient dans les mêmes conditions que moi dans l'ensemble du tiers monde, que notre « croisade » devait se libérer d'une certaine naïveté et accepter de prendre en compte les impératifs qui font les lois de l'économie mondiale.

Je pus quand même agir dans un certain nombre de secteurs, faire petit à petit admettre à des Ivoiriens influents l'utilité d'une politique nutritionnelle. En discutant avec eux, en organisant des conférences à travers le pays, je finis au fil des mois par créer une sorte de groupe de pression. Je recrutai mes meilleurs « alliés » dans le monde universitaire et culturel, notamment parmi ceux qu'on pourrait appeler les « philosophes fondamentalistes ». Tous ces hommes, dont le ministre de la Culture, sans totalement tourner le dos à l'expansion économique, contestaient sa conséquence la plus inquiétante : la dislocation des traditions sociales et culturelles du pays. « Ce que nous voulons, disaient-ils, c'est créer une entité nationale. Si nous ne rejetons pas totalement l'apport de la technologie occidentale, nous savons que nous pouvons améliorer notre mode de vie avec des technologies qui sont les nôtres et que nous contrôlons. Si nous connaissons actuellement des difficultés, si nous avons du mal à survivre, c'est parce que la période coloniale a brisé certains équilibres traditionnels. Aidez-

nous à retrouver ces équilibres, expliquez-les-nous d'un point de vue biologique, puis laissez-nous faire le travail. »

Je ne proposais pas autre chose. Je rejoignais ainsi, au nom d'une science élaborée, une pensée basée sur le respect d'un très vieil instinct. L'idée selon laquelle il fallait encourager et améliorer la vieille tradition alimentaire qui avait, pendant des siècles, permis aux gens de vivre d'une façon relativement équilibrée, coïncidait avec la pensée fondamentaliste africaine. Depuis toujours, les populations rurales de Côte-d'Ivoire se nourrissaient de bananes plantains, de racines comme le manioc et l'igname. Pilés et transformés en farines, ces aliments pauvres en protéines et en acides aminés formaient l'essentiel du plat de base ivoirien, le *foutou*, qui s'accompagnait d'une sauce faite d'un mélange de haricots, d'escargots ou de poisson pilé. Cette sauce, dans laquelle on trempait chaque poignée de purée, apportait à l'alimentation un mélange de protéines animales et végétales. La nature elle-même et l'instinct des femmes qui, de génération en génération, s'étaient transmis la recette du *foutou*, assuraient ainsi les besoins de la croissance et de la survie de l'homme.

Cet équilibre était à présent perturbé par l'extension de cultures d'exportation et par la transformation du mode de vie qui en résultait. L'urbanisation s'accroissait, poussant vers Abidjan des hommes et des femmes qui, confrontés aux difficultés de la vie urbaine et aux aléas de leur pouvoir d'achat, « oubliaient » leurs anciennes habitudes alimentaires. Et, comme dans tous les pays du tiers monde, il manquait en Côte-d'Ivoire une formule d'alimentation spécifique permettant aux enfants de franchir sans encombre l'étape intermédiaire entre le moment où leur mère cessait de les nourrir au sein et celui où ils étaient aptes à consommer l'alimentation familiale. Période cruciale au cours de laquelle les nourrissons, âgés de six à dix-huit mois, se montrent particulièrement vulnérables aux effets de la malnutrition.

En partie grâce aux « alliés » que j'avais recrutés au sein de la population ivoirienne, je réussis à créer à Abidjan un véritable Service de nutrition, suivant la formule préconisée par la FAO. Ce service avait deux buts. Il s'agissait d'abord de former le personnel de Santé publique, qui connaissait peu les maladies de la nutrition, de l'initier aux différentes formes d'alimentation en l'amenant en

## RENCONTRE AVEC L'UNICEF

particulier à prendre conscience que l'alimentation n'est pas la même dans les zones rurales que dans les bidonvilles, où elle est totalement tributaire du pouvoir d'achat. Parallèlement, il fallait éduquer la population, lui faire comprendre, grâce à l'action de toute la structure de la Santé publique et des Services médico-sociaux, la nécessité de se nourrir de façon rationnelle, introduire une alimentation complémentaire dans les écoles et apprendre aux enfants à équilibrer leur façon de se nourrir en consommant les aliments produits par leur pays.

Le service comprenait une petite section au ministère de la Santé, chargée de faire connaître aux Ivoiriens les conséquences sanitaires de la malnutrition, une section au ministère de l'Agriculture, qui essayait de concilier les impératifs de la production agricole et les besoins de la consommation, et surtout une section au ministère de l'Éducation. Travaillant en collaboration avec les services de l'éducation de base, ses membres recherchaient ce qu'il pouvait y avoir de valable dans la tradition alimentaire ivoirienne et ce qu'on devait corriger en fonction de l'évolution du pays.

Autre action de ce service, essentielle pour l'avenir du « capital humain » de la Côte-d'Ivoire : apprendre aux femmes à nourrir leurs bébés avec des bouillies formées de produits de base, après leur avoir expliqué que les besoins de l'enfant, entre six et dix-huit mois, sont très spécifiques, très exigeants et doivent impérativement être satisfaits.

Pour faire entrer ces idées dans les mœurs, j'essayai de modifier l'alimentation des collectivités, d'en faire un exemple pour l'ensemble de la population. Je poussai les directeurs des écoles et des collèges à diversifier leurs sources d'approvisionnement, à renoncer à acheter pour leurs cantines scolaires des produits importés et à préférer des aliments locaux. Je m'occupai aussi de l'alimentation des soldats. Comme dans la plupart des pays du tiers monde, l'armée était un peu, en Côte-d'Ivoire, le reflet de la société, son modèle. Et l'armée, elle aussi, nourrissait ses troupes avec des produits importés. Je m'efforçai de convaincre ses chefs de changer cet état de choses.

J'eus bien sûr la tentation, comme au Maroc, de mettre en valeur en Côte-d'Ivoire les produits de la pêche. Les Ivoiriens importaient de Mauritanie ou du Sénégal du poisson séché qui

devait, pour parvenir jusqu'à eux, traverser le désert. La plupart du temps, il arrivait à destination dans un état de conservation assez précaire. Il était difficile d'améliorer la qualité de ce poisson-là. Mais il était possible de faire quelque chose pour le poisson frais pêché dans le golfe du Bénin et que les pêcheurs fumaient au feu sur les plages. Avec l'aide d'un autre expert de la FAO, nous avons essayé de perfectionner les conditions du fumage pour que le poisson puisse voyager à l'intérieur du pays et atteindre la forêt dans de bonnes conditions, sans intoxiquer ceux qui le mangeaient ou le pilaient pour l'incorporer à la sauce du *foutou*. Cette action un peu marginale par rapport à l'ensemble de mes activités eut un effet bénéfique.

Mon travail en Côte-d'Ivoire dura deux ans. Ces deux années furent vraiment une période de défrichage, le point de départ d'une politique que développa mon successeur, le D<sup>r</sup> Stainier. J'avais commencé à travailler tout seul, sans soutien d'aucune sorte. J'étais arrivé dans un pays où les idées des nutritionnistes étaient ignorées ou délibérément occultées, un pays prospère, un « grenier » où existaient pourtant des cas de malnutrition grave. Le kwashiorkor, que j'avais rencontré au Maroc, frappait de nombreux enfants. Mais très peu de médecins, en Côte-d'Ivoire, étaient capables de lier ses symptômes à la malnutrition. Habitué à l'efficacité des Services de santé du Maroc qui, sous la direction de Georges Sicault, avaient pris une avance considérable, j'avais fait, en arrivant à Abidjan, un saut de plusieurs années en arrière. Il faut dire que l'Afrique devait faire face à des problèmes que ne connaissait pas le Maroc : les grandes endémo-épidémies comme le pian, la lèpre, le paludisme ou les encéphalites, plus toutes sortes de maladies liées à l'atmosphère intertropicale. Le magma ivoirien était très différent du magma marocain ; et la lutte contre ces catastrophes passait avant tout, lutte menée de façon remarquable par les services des grandes endémies qui couvraient l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

La malnutrition tue plus que la lèpre ou la variole. Pourtant, à l'inverse de ces maladies, elle n'est pas contagieuse. Si elle l'était, ce qui est évidemment une hypothèse d'école, on peut parier qu'on aurait mis tout en œuvre pour la faire disparaître. Mais elle ne se propage que par ses causes et elle tue en silence. Donc, elle fait

## RENCONTRE AVEC L'UNICEF

moins peur. Dans l'Afrique de 1960, le combat contre ce fléau insidieux n'avait pas encore la priorité. Les nutritionnistes étaient seuls, ce qui était à la fois un privilège et un handicap. Lorsque je quittai la Côte-d'Ivoire en 1962, la situation était un peu différente. Je laissais derrière moi au moins deux cents personnes sensibilisées au rapport essentiel entre l'alimentation et la nutrition. Il existait même un comité ivoirien pour la nutrition, qui organisait dans tout le pays des démonstrations publiques. Ce lien entre l'action des Services de santé et l'éducation populaire avait toujours été une des mes obsessions. Revenant en Côte-d'Ivoire en 1967 et en 1968, je pus constater que le service que j'avais créé non seulement subsistait, mais avait pris de l'ampleur. L'éducation populaire faisait désormais partie de l'activité quotidienne des médecins et des techniciens ivoiriens de la nutrition. Des comités de nutrition avaient été mis sur pied dans les villages. Leur façon d'agir ressemblait à celle des deux « infirmiers-bonimenteurs » que j'avais formés au Maroc et qui parlaient du trachome à la foule des souks en employant des mots que tous pouvaient comprendre. Mêlant innovation et tradition, ces comités organisaient dans les villages des fêtes, des processions, faisaient passer leur message à travers des chants rituels et des danses. Sur des rythmes africains, les chanteurs affirmaient que l'alimentation donnée par la nature devait être reçue et traitée avec respect et qu'il fallait honorer ce cadeau des divinités en se nourrissant de façon équilibrée et efficace.

C'était un résultat satisfaisant pour l'esprit.

Ce résultat, jamais je n'aurais pu l'atteindre seul. Le plan de nutrition que j'avais mis au point était un plan conjoint FAO-gouvernement ivoirien-UNICEF. Sans l'aide que m'apporta l'UNICEF, il n'aurait jamais abouti. Mon projet supposait l'équipement de cantines scolaires, la fourniture de matériel pour développer l'éducation nutritionnelle, la création de jardins scolaires équipés d'outils pour que les enfants apprennent à planter et à cultiver ce que leur pays pouvait fournir. Il s'agissait là, du moins au début, de réalisations expérimentales, comme celles que je lançai en même temps dans les pays voisins, au Sénégal et en Mauritanie. Chaque fois, elles furent financées par la « contre-part » de l'UNICEF dans le projet.

On ne peut convaincre un gouvernement, l'amener à investir dans un plan, sans faire d'abord une expérience concluante. Lorsque l'expert expose devant un gouvernement les grandes lignes d'une expérience, le gouvernement répond : « Qui va payer ? » C'est à ce moment-là que l'UNICEF entre en jeu. « Nous, disent ses représentants, nous sommes prêts à tenter l'expérience avec vous, à vous aider financièrement et à vous fournir l'équipement jusqu'à ce que vous soyez en mesure de prendre la relève. Si l'expérience réussit, vous la poursuivrez. Quant à nous, nous essaierons autre chose ailleurs ou dans un autre domaine. »

Cet apport de l'UNICEF fut pour moi essentiel. Il donna à l'expert que j'étais les moyens de travail dont, autrement, je n'aurais jamais pu disposer.

L'UNICEF n'était pas encore l'organisation multiforme qu'il est aujourd'hui. Il collaborait étroitement avec les experts de la FAO et de l'OMS, appliquant et finançant les programmes qu'ils définissaient. J'avais entendu parler de l'UNICEF pour la première fois au Maroc. Mais comme le Maroc était « couvert » par son bureau de Paris, je n'avais jamais eu affaire à ses représentants installés sur place. Ce fut donc en Côte-d'Ivoire, entre 1960 et 1962, que le Fonds international de secours à l'enfance croisa réellement ma route. Ce fut en Côte-d'Ivoire que je pus apprécier sa souplesse et son efficacité. Ma collaboration avec lui me poussa par la suite à m'y intégrer totalement, à travailler pour son compte pendant presque vingt ans. A l'origine de cette décision, qui orienta de façon décisive le cours de mon existence, se trouve un homme d'une qualité exceptionnelle : Roland Marty.

Roland Marty était suisse. Médecin de formation, il n'avait jamais exercé la médecine. Ses études terminées, il s'était embarqué à bord d'un navire et avait fait le tour du monde, avant de devenir un des éléments les plus actifs de la Croix-Rouge internationale. Grand buveur de bière, ce qui épaississait sa silhouette, jovial et gai, il respirait la bonté et la générosité. Pourtant, en dépit de sa bonne humeur, une tristesse profonde passait parfois dans son regard. Pendant la guerre, il avait souvent



## RENCONTRE AVEC L'UNICEF

eu l'occasion, en tant que membre de la Croix-Rouge, de se rendre en Allemagne pour s'assurer des « bonnes conditions de détention » des prisonniers alliés. Au cours de ces cinq années, il n'avait pas une seule fois pressenti l'existence des camps de déportation. Les Allemands l'avaient berné, comme ils avaient berné l'ensemble de la Croix-Rouge.

Tard le soir, à Abidjan, il lui arrivait de me parler longuement de son remords, du sentiment de culpabilité qu'il éprouvait à l'idée qu'il avait, pendant cinq ans, contribué à « dorloter les captifs » alors, que, dans toute l'Europe, se perpétrait le massacre le plus vaste et le plus méthodique de l'Histoire. Il en avait gardé un regret terrible, qui explique sans doute son acharnement au travail, la volonté qu'il avait d'être partout à la fois pour essayer d'apaiser la souffrance des enfants, la passion avec laquelle il remplissait son rôle de représentant de l'UNICEF pour toute l'Afrique du l'Ouest.

L'UNICEF n'était encore qu'un « organisme voyageur », aux moyens et aux attributions limités. Aujourd'hui, entre Dakar et Kinshasa, ses représentants en Afrique francophone sont une centaine. La zone de Dakar groupe à elle seule quinze personnes. Il y a des représentants permanents au Mali, en Mauritanie, au Sénégal, en Côte-d'Ivoire, au Niger, en Haute-Volta, en République centrafricaine. En 1960, Roland Marty était seul. Basé à Dakar, il rayonnait jusqu'au Rwanda-Burundi, à la limite de l'Afrique de l'Est. Aidé simplement par un adjoint, il faisait tout lui-même. Il ne s'attardait jamais bien longtemps dans son petit bureau de Dakar. On le voyait plus souvent dans de méchants avions de ligne, sa machine à écrire sur les genoux. Neuf mois sur douze, il sillonnait les pays dont il avait la charge, étudiant avec les gouvernements africains et les experts de la FAO ou de l'OMS les projets qui lui paraissaient les plus aptes à améliorer les conditions d'existence des populations. Il s'intéressait bien sûr à la nutrition, thème numéro un de l'époque, mais il explorait en même temps toutes les possibilités de promotion de l'homme et de l'enfant à travers les systèmes de santé et la lutte contre les épidémies.

Il accomplit cet énorme travail pendant dix ans, avant de devenir représentant de l'UNICEF en Algérie. Il prit ensuite sa retraite et mourut en 1976. Il resta mon ami jusqu'à sa mort. Très

impressionné par l'ampleur et le caractère solitaire de son action, je compris grâce à lui que l'UNICEF serait amené dans l'avenir à jouer un rôle beaucoup plus important et beaucoup plus complet que celui qu'il jouait à l'époque. Ce pressentiment était juste. Au fil des années, l'UNICEF est devenu une caisse de résonance, l'organisme qui perçoit le mieux, sur le terrain, les conditions de vie des enfants du tiers monde. Il a acquis une indépendance de fait, affirmant sa personnalité face aux grandes organisations internationales. Aujourd'hui, les gouvernements sont, dans leur grande majorité, devenus maîtres de leur propre responsabilité technique. Pour les problèmes de base, les expertises de l'OMS et de la FAO sont moins indispensables qu'autrefois. Il existe toujours des comités conjoints UNICEF-OMS-FAO-UNESCO, mais l'UNICEF, en renforçant de façon impressionnante ses structures techniques, a fini par voler de ses propres ailes. Son personnel, en augmentant, s'est diversifié. Il ne demande à présent la coopération de l'OMS ou de la FAO que si les problèmes vont au-delà de sa compétence. Les représentants de l'UNICEF sont des « généralistes », capables d'appréhender les questions les plus diverses. Mais ils ont tous une spécialité, un point fort qui renforce leur autorité. Partenaires directs des gouvernements, ils s'efforcent de mettre en œuvre sur toute la surface de l'Afrique et dans l'ensemble du tiers monde la politique qui permettrait, si les conditions du commerce mondial et le rapport de force entre les nations se modifiaient, d'assurer enfin une vie décente aux populations du tiers monde et particulièrement aux enfants.

Cette grande mutation de l'UNICEF demanda plusieurs années. A l'époque de ma rencontre avec Roland Marty, elle n'était encore qu'en gestation. J'allais, dès 1963, avoir la chance d'assister à ses débuts, puis, à partir de 1965, une fois devenu un membre à part entière de l'organisation, d'y participer activement.

J'ai toujours aimé le jazz. J'ai d'ailleurs eu de nombreux amis jazzmen, notamment Bill Evans, qui m'a souvent parlé de tout ce qu'il devait à la musique française du siècle dernier, au style de Debussy et d'Erik Satie. Le jazz est la musique la plus complète qui soit, une musique qui exprime à la fois la joie de vivre et l'amertume, l'humour le plus sophistiqué, la tristesse la plus calme, le vacarme et le silence. L'incarnation de cette musique, la ville qui répond le mieux à ses variations et à sa diversité, c'est New York, du moins New York telle que je la découvris le 29 janvier 1963 en atterrissant à « Idlewild Airport » en pleine tempête de neige, à 4 heures de l'après-midi.

L'atterrissage avait été difficile. Poussée par les rafales de vent, la neige engloutissait les gratte-ciel de Manhattan, les rues rectilignes de Time Square et de Broadway, les navires et les remorqueurs de l'Hudson et d'East River. Pour un homme qui n'avait connu depuis quatorze ans que le désert, les savanes et les forêts, le contraste était saisissant.

Pour moi, comme pour tout Européen qui n'y a jamais mis les pieds, New York était une ville de cinéma. Je n'en connaissais que ce que j'en avais vu dans les films : les voitures aussi imposantes que des avions de tourisme, les quais mangés par le brouillard, les flics descendus au coin des rues, les femmes aux longues jambes,

les passants pressés, les patrons de bar obèses et laconiques. Ce fut ma première révélation : tout ce que j'avais vu et entendu au cinéma était vrai ; y compris le jargon singulier du chauffeur de taxi qui, en une heure, me conduisit de l'aéroport à l'hôtel Tudor, un hôtel de la 42<sup>e</sup> Rue où je passai ma première nuit.

La tempête s'était calmée. La ville m'apparut sous le ciel blanc-bleu de l'après-neige, comme figée par un froid dont j'avais perdu le souvenir. Je me trouvais tout d'un coup plongé dans un monde totalement étranger à celui dans lequel j'avais toujours vécu, un monde où l'on parlait une langue que je comprenais à peine et où les préoccupations qui étaient les miennes depuis des années semblaient, sinon sans objet, du moins reléguées dans un passé lointain, dans un Moyen Age englouti depuis longtemps. Je me sentais fasciné et perdu. Le premier soir, après avoir pris possession de ma chambre d'hôtel climatisée, je me risquai dans la 42<sup>e</sup> Rue, à pied, pétrifié à l'idée d'avoir à demander mon chemin dans un anglais qui n'était que du français traduit mot à mot, mais ébloui par tout ce qui, à chaque pas, me sautait au visage. Je n'osai pas, ce premier soir, me risquer vers Time Square et Broadway.

New York était en pleine effervescence. C'était une époque de grande criminalité. On faisait tous les jours le décompte des agents de police assassinés. Il me fallut du temps pour dominer mon inquiétude, pour partir, les mains dans les poches, à la découverte d'une ville où j'allais vivre huit ans et que je finirais par connaître par cœur. Tous les jours, j'allais un peu plus loin, ébahi par un mode de vie, une richesse et un gigantisme dont le reste du monde n'a pas idée. Ébahi aussi par une beauté sans pareille. Une de mes promenades favorites consistait à prendre le métro jusqu'à la pointe de Manhattan Sud et, de là, à monter à bord du bateau qui, traversant le confluent de l'East River et de l'Hudson, allait de la pointe de Manhattan à Staten Island. C'était un émerveillement toujours renouvelé de voir New York s'estomper dans la brume ou dans le soleil qui frappait les buildings du vieux « Down-town ». Je me souviens aussi des *smugglers in*, ces petites boîtes du « Village » où des jazzmen venus de Louisiane jouaient du ragtime ou du « New Orleans style » pendant qu'on buvait de la bière.

## RENCONTRE AVEC L'UNICEF

C'était la grande époque du jazz *cool*. Le roi du jazz s'appelait Thelonius Monk. Son dauphin avait un nom aujourd'hui légendaire : Art Blackey. Il y en avait d'autres. Je ne me lassais pas de les écouter, de me plonger, à trente-neuf ans, dans un dépaysement radical. Encore imprégné du souvenir de la brousse tropicale africaine, j'avais du mal à appréhender la réalité des sensations que j'emmagasinais tous les jours. A New York, tout était fascinant, y compris l'atmosphère dans laquelle je commençai à travailler, au dix-septième étage du bâtiment des Nations unies, dans un bureau minuscule, une cellule de moine qui donnait sur l'East River.

Après mon départ de Côte-d'Ivoire, j'avais, à l'issue d'une escale de trois mois à Rome, été envoyé à Alger pour préparer avec le gouvernement du président Ben Bella un programme de coopération sur cinq ans entre la FAO et l'Algérie. A la fin de cette mission, le directeur général de la FAO, passant outre à des pesanteurs bureaucratiques et à certaines réticences syndicales, dues à mon âge et à mon peu d'ancienneté dans l'organisation, m'avait nommé à New York, comme conseiller en nutrition auprès de l'UNICEF.

J'allais ainsi pouvoir connaître l'UNICEF de l'intérieur, côtoyer ses dirigeants, participer avec eux à l'élaboration « au sommet » de projets de grande envergure, voir fonctionner sous mes yeux, puisque la direction de l'UNICEF avait ses bureaux au siège même de l'ONU, le système complexe des Nations unies.

Officiellement, l'ONU est un organisme polyglotte. Officiellement toujours, le français partage avec l'anglais le privilège d'être une des langues de travail de l'organisation. Ce privilège n'est en fait, malgré l'arrivée en force aux Nations unies, au début des années soixante, d'un nombre important de nouveaux pays francophones, qu'une concession de pure forme. A l'ONU, la véritable langue de travail, le véhicule indispensable est l'anglais tel qu'on le parle aux États-Unis, un langage extrêmement précis, concis, ramassé, presque elliptique. Aux Nations unies, comme dans toutes les grandes organisations internationales, celui qui ne maîtrise pas parfaitement cette langue perd vite pied. Dans leur immense majorité, les fonctionnaires de l'ONU n'acceptent de s'exprimer de temps en temps dans une langue « indigène » que

par politesse, pour témoigner à leur interlocuteur – tout d'un coup confronté à un mode de pensée qui n'est pas le sien – une sympathie proche, souvent, de la condescendance.

Cette barrière linguistique et culturelle fut pour moi, comme elle l'est d'ailleurs pour tous les fonctionnaires francophones originaires d'Europe et d'Afrique, une grande humiliation. Au début, pourtant, tout se passa bien. Même si mon premier contact avec les dirigeants de l'UNICEF fut très « anglo-saxon », puisque je fus accueilli, au dix-septième étage du bâtiment des Nations unies, par le directeur du Fonds, l'Américain Maurice Pate, et par son directeur adjoint, l'Australien Richard Heyward – un grand échassier d'allure terriblement britannique qui cachait derrière la placidité et la bienveillance de son regard une vivacité et une ouverture d'esprit rares –, notre première conversation eut lieu en français. Maurice Pate et Heyward me conduisirent jusqu'à mon bureau. Je commençai immédiatement à travailler. Et ce fut à l'occasion des premières réunions conjointes entre l'UNICEF et la FAO auxquelles j'assistai, que je pris conscience de l'énorme fossé qui sépare la pensée française de la pensée anglo-américaine.

Mon travail était un travail de « routine ». A partir d'informations venues du monde entier et qu'envoyaient au siège de l'UNICEF ses représentants sur le terrain, les dirigeants et les collaborateurs du Fonds basés à New York échafaudaient des projets d'action. J'informais la FAO de la teneur de ces projets. La FAO donnait son avis sur ceux qui concernaient la nutrition et transmettait, par mon intermédiaire, ses conseils techniques à l'UNICEF.

Tout ce travail se faisait en anglais. Je ne suis ni chauvin ni exagérément nationaliste. Mais je me suis toujours senti, et je me sens toujours, profondément francophone. Mon existence s'était toujours déroulée dans des pays de langue française ou qui avaient adopté le français comme langue internationale. Je découvris avec une certaine amertume que, pour les Anglo-Américains et l'ensemble du monde nordique, le français et tout ce qu'il implique –, c'est-à-dire une forme de pensée basée sur le fameux « esprit cartésien », une « intellectualisation » des problèmes et une « logique » qu'on retrouve jusque dans les structures fortement

hiérarchisées et compartimentées de l'Administration – caractérise un univers inadapté au monde moderne et en voie de disparition. Je ne comprenais pas pourquoi tous ces gens ne parlaient qu'anglais, pourquoi ils n'étaient pas capables de prononcer un mot de français ou, s'ils en étaient capables et faisaient l'effort, pour se mettre « à ma portée », de me poser des débuts de question dans ma langue, pourquoi je devais, si je voulais que ma réponse porte et soit prise en considération, leur répondre dans la leur. Je fus bien forcé de m'y faire. Ce fut le seul point noir de ce début de collaboration avec l'UNICEF.

Pour le reste, je me sentais dans mon élément. La panacée, à cette époque, la grande question, c'était la nutrition. Et les programmes auxquels s'associait l'UNICEF concernaient surtout l'Afrique. Or j'étais nutritionniste et j'avais toujours travaillé en Afrique. J'étais donc « l'Africain ». Je me sentais d'ailleurs totalement « africain », à la fois parce que j'avais l'impression d'apporter aux débats de l'UNICEF ma connaissance du terrain et des problèmes qui s'y posaient, et aussi parce que je découvrais, comme un provincial qui découvre Paris, la complexité fascinante de la vie internationale. Pour un homme arrivant de la brousse, l'ambiance qui règne dans les couloirs des Nations unies ne peut être que captivante. Y croiser tous les diplomates et les hommes d'État qui essayaient de façonner l'avenir du monde était plus qu'un dépaysement : c'était un apprentissage, une véritable initiation. Je ne me lassais pas d'explorer les trente-sept étages du building de l'ONU, de regarder ce qui s'y passait, d'écouter ce qu'on y disait. Je me glissais dans les réunions des différents conseils. C'était la grande époque de la décolonisation. Je me souviens d'un des débats du Conseil de sécurité sur le Congo. J'entends encore le Premier ministre belge Spaak défendre avec une obstination pathétique le rôle de la Belgique. Je me souviens aussi de l'effroi ressenti par tous les délégués et tous les fonctionnaires de l'ONU lorsque des terroristes cubains tirèrent depuis Brooklyn une roquette qui rata le building. Toute cette effervescence était électrisante. Le contact quotidien avec des hommes passionnément discutés et parfois discutables me plongeait en plein cœur d'une vie internationale dont, tout au long des années que j'avais passées dans les ruelles de Fès, dans les

montagnes de l'Atlas, les bidonvilles de Casablanca ou de Treicheville, je n'avais pas eu la moindre idée.

Parmi tous ceux que j'eus l'occasion de croiser ou de connaître à cette époque, de nombreux hommes sont entrés dans la légende de ces années soixante où l'on croyait possible une plus juste organisation du monde, où l'optimisme et l'utopie étaient encore de mise. Ce désir d'une justice qui semblait à portée de main, un homme l'incarnait plus que tout autre : cet homme, c'était Che Guevara. Sa visite aux Nations unies fit beaucoup de bruit. Je le rencontrai dans les couloirs, alors que, très simplement habillé, il s'en allait déjeuner à la cafétéria, comme les fonctionnaires les plus modestes, et non pas au restaurant réservé aux personnalités importantes. Je fus frappé par la vigueur et la beauté de ses yeux. Sa seule façon de regarder quelqu'un était très impressionnante. C'était un de ces regards qu'on n'oublie pas.

Le sentiment, qui peut paraître aujourd'hui naïf et angélique, que tous les pays du monde pourraient, ensemble, venir à bout du sous-développement, était partout présent. Les années soixante, qui virent la fin de la décolonisation, se caractérisèrent par l'illusion d'une solidarité à l'échelle planétaire. Ce fut le temps des grandes campagnes publiques contre la faim. Cette atmosphère ne correspondait pas tout à fait à la réalité. Le jeu des puissances et la force des intérêts économiques menaient toujours le monde. Mais on avait quand même l'impression que des actions étaient réalisables sur une grande échelle. Il existait quelque chose qui ressemblait à un « grand projet ».

La base de ce projet, son fer de lance, c'était la nutrition. On assista, au début des années soixante, à la conjonction de deux phénomènes : la remise en question de l'aide alimentaire et le perfectionnement des techniques alimentaires.

Jusqu'en 1963, « l'aide au tiers monde » fut essentiellement américaine. Les États-Unis étaient le grenier de la planète. Programmée pour respecter les plans de production des agriculteurs américains leur agriculture était monstrueusement excédentaire. Les États-Unis disposaient de surplus de céréales et de lait si énormes qu'il leur revenait moins cher de les distribuer gratuitement que de les stocker. Des tonnes de grain, de lait en poudre, des quantités illimitées de boîtes de *cheese* américain étaient ainsi



## RENCONTRE AVEC L'UNICEF

confiées à des institutions spécialisées et expédiées vers le tiers monde. Cette distribution répondait à une urgence. Pourtant, si elle satisfaisait des besoins immédiats, elle était nocive à long terme. A cette époque, elle aurait pu nourrir la terre. Mais elle stérilisait en même temps la production des pays receveurs. En plus, elle n'allait vraiment que là où il était possible de l'envoyer, c'est-à-dire dans des régions ou des pays dotés d'une infrastructure suffisante pour la recevoir et l'acheminer. En conséquence, elle allait dans les pays où les problèmes étaient les moins aigus. Là où elle était indispensable, elle ne parvenait pas, parce que les coûts impartis au pays receveur étaient tels que toute distribution devenait impossible. Même si on reçoit gratuitement des tonnes de vivres, il faut bien payer le bateau, le camion ou les pousse-pousse pour les transporter.

Cette aide était donc imparfaite et souvent inadaptée. Mais elle existait. Tout changea entre 1960 et 1963. Une législation plus rigoureuse et une série de mauvaises récoltes firent baisser de façon sensible les stocks américains.

Il fallut repenser le système d'assistance. A la même époque, le développement des techniques alimentaires fit croire qu'il existait enfin une solution miracle à la malnutrition et à la sous-nutrition.

Les trois quarts des pays en voie de développement produisent de l'arachide, du tournesol, du coton ou du soja, dont ils font de l'huile. Or le résidu de l'extraction de l'huile, ce que les Américains appellent le *cake*, donne une « farine » très riche en protéines. Au début des années soixante, les techniques de fabrication, à partir d'oléagineux comme le soja ou l'arachide, d'aliments fournisseurs de protéines végétales, commençaient à être au point. L'UNICEF et la FAO s'y intéressaient de très près. Ces techniques étaient simples et facilement exportables. Nous étions sûrs d'avoir trouvé le moyen de faire disparaître un des effets les plus dramatiques du sous-développement. Pendant deux ans, je participai dans ce but, avec l'UNICEF, à l'élaboration de plusieurs projets. Il nous suffisait, pensions-nous, d'apprendre à des techniciens du tiers monde les méthodes d'extraction des huiles et de récupération des farines et, en même temps, d'amener les populations à modifier leurs habitudes alimentaires, de les

persuader des bienfaits des protéines végétales mélangées à une quantité infime de protéines animales. Ainsi, tout serait réglé.

Nous pensions aussi que les techniques nouvelles viendraient à bout d'un des grands problèmes des pays sous-développés : la conservation des aliments. Au Sahel, par exemple, sur une tonne de mil récoltée, un tiers est bu en alcool – c'est la bière de mil –, un tiers est mangé par les rongeurs ou par les oiseaux et un tiers seulement est consommé; d'où un gaspillage considérable.

Depuis nos bureaux de New York, nous échafaudions ainsi des solutions idéales au grand problème du moment. Ces solutions étaient parfaites; trop parfaites. Elles n'aboutirent qu'à des réalisations pratiques très limitées. Elles étaient tout à fait au point. Mais les produits qu'elles permettaient de fabriquer n'étaient pas aussi « miraculeux » qu'on ne l'avait cru tout d'abord.

On s'aperçut très vite que certains aliments fournisseurs de protéines végétales, comme la farine d'arachide, solution miracle pour les pays du Sahel, étaient souvent contaminés par un champignon microscopique. Des expériences montrèrent que la toxine sécrétée par ce champignon tuait net les poulets et les dindes. Rien ne permit de prouver que cette toxine aurait un effet néfaste sur l'homme. Mais on préféra ne pas faire entrer la farine d'arachide dans l'alimentation des habitants du tiers monde.

La même mésaventure arriva avec le coton. On s'aperçut qu'il contenait lui aussi un produit dangereux, le Gossypol. Restait le grand espoir, l'aliment passe-partout : le soja, qui, grâce à sa valeur biologique et nutritionnelle, peut se substituer au lait. Nous aurions voulu, à l'UNICEF et à la FAO, encourager les pays non producteurs de lait à cultiver leur propre soja et à le transformer eux-mêmes en aliment riche en protéines dont ont besoin, notamment, les enfants au moment du sevrage. Là encore, nous nous sommes heurtés à la pesanteur de la réalité. Les États-Unis, premier producteur de soja, tenaient non seulement à garder leur monopole d'exploitation, mais à continuer à entretenir chez eux une surproduction de soja et de lait pour fabriquer des aliments combinant ce lait et ce soja avec des farines de blé, de riz ou d'orge

et destinés à des programmes d'aide. Ils se rendirent compte ensuite qu'il était encore plus rentable pour eux de vendre leur soja comme aliment pour le bétail. Grande richesse de l'agriculture américaine puis de l'agriculture brésilienne, le soja devint dès lors une arme aussi importante que l'est le pétrole pour les États du Golfe.

Ainsi se créa très rapidement une barrière entre ce qui était possible et ce qui ne l'était pas, entre ce qui pouvait être profitable aux pays du tiers monde et ce qui renforçait leur dépendance. Mais, en accentuant le caractère paternaliste et même impérialiste d'une certaine forme d'aide alimentaire, cette barrière favorisa la mutation définitive de l'UNICEF, sa transformation en un organisme de plus en plus autonome, axé principalement non plus sur l'assistance mais sur la coopération.

Je ne fus pendant deux ans qu'un simple conseiller du Fonds. Cette association trouva rapidement ses limites. Mon apport venait essentiellement de mon expérience de nutritionniste sur le terrain. Le développement des recherches rendait cette expérience de moins en moins actuelle. D'un autre côté, la nutrition proprement dite n'était plus, du moins pour moi, l'élément essentiel de la lutte contre le sous-développement. La grande période d'optimisme était révolue; ma vision des problèmes du tiers monde s'était élargie et approfondie. Peut-être était-elle devenue plus lucide. Elle correspondait en tout cas à celle que commençaient à avoir certaines têtes pensantes de l'UNICEF. J'avais besoin d'agir, de mettre en pratique ces principes nouveaux que je sentais naître.

Ce qui m'intéressait dans l'UNICEF, c'était qu'il était centré non pas sur un secteur technique, comme la nutrition, la santé ou l'éducation, mais sur un groupe d'âge : l'enfance. Un groupe d'âge dont je m'étais toujours senti très proche.

Aider ce groupe d'âge, me consacrer non seulement à sa survie mais à son bien-être et à sa dignité : telles étaient, en 1964, mes motivations profondes. J'en parlai à Maurice Pate et à Heyward. Heyward me proposa alors d'entrer à l'UNICEF. C'était exactement ce que je souhaitais. Marcel Autret, le directeur de la section de nutrition de la FAO, celui qui, avant de devenir mon « patron », avait fait de moi un nutritionniste et m'avait permis

d'accéder à la dimension internationale des Nations unies, respecta ma décision.

Je commençai mes nouvelles fonctions en juillet 1965. J'étais désormais titulaire de l'UNICEF à plein temps.

Il est difficile d'imaginer deux hommes à première vue plus dissemblables que Georges Sicault et Éric-John-Richard Heyward. Avant toute chose, Sicault était médecin. Heyward, lui, est économiste. Sicault était français et français dans le meilleur sens du terme, avec tout ce que cela comporte : intuition, rapidité de compréhension, plus une générosité d'inspiration servie par un réalisme, une lucidité et une expérience du terrain sans lesquels les idées les meilleures deviennent vite des mythes. D'apparence modeste et bienveillante, Heyward doit à sa culture britannique un calme que rien n'ébranle, un humour acéré et placide, une méfiance innée vis-à-vis des envolées lyriques, le goût de la simplicité, aussi bien dans ses manières que dans sa façon de voir les choses, une grande audace intellectuelle et un refus total des préjugés. Devenu directeur général adjoint de l'UNICEF trois ans à peine après sa fondation, alors qu'il avait rejoint les Nations unies en 1947 comme membre de la délégation australienne, il en est resté une des têtes pensantes pendant plus de trente ans, avec la compréhension de Maurice Pate, le directeur du Fonds, homme sage et curieux à la fois.

Sicault et Heyward furent les instigateurs, à partir de 1963, de la grande mutation de l'UNICEF, de la prise en compte et de l'application par cette organisation d'idées qui sont aujourd'hui « entrées dans les mœurs » mais qui provoquèrent, avant d'être reconnues par à peu près tout le monde, une véritable crise d'adolescence du Fonds, une remise en question radicale non seulement de ses méthodes, mais aussi de ses buts.

Ces idées mûrissaient depuis longtemps. Mais tout partit réellement de la conférence qui, à l'instigation de Sicault et d'Heyward, se réunit à Bellagio, en Italie, en 1963. Le thème de cette conférence, « Planification et développement de l'enfance », indiquait bien les intentions de ses initiateurs : affirmer que le

meilleur moyen de venir en aide aux enfants défavorisés du monde ne consistait pas à leur distribuer les surplus en médicaments et en nourriture des pays riches, ce que l'UNICEF avait fait jusque-là, mais à soutenir, à accompagner les peuples et les gouvernements au cours de tous les stades de leur développement.

L'enfance, ça commence « avant » et ça finit « après ». On va de l'éducation prénuptiale, la « parenté responsable », jusqu'à l'entrée de l'enfant dans l'âge adulte, en passant par la grossesse de sa mère, sa mise au monde, les soins à lui apporter jusqu'à l'âge de cinq ans, pendant les années cruciales où il est le plus vulnérable, son éducation, sa scolarité et sa formation professionnelle. L'idée fondamentale de Sicault et d'Heyward, comme d'ailleurs du P<sup>r</sup> Debré, qui participait à la conférence, était d'une extraordinaire simplicité. L'enfance et l'adolescence forment un tout et une continuité; de la santé, de la vigueur, de la scolarisation de cette tranche d'âge dépend l'avenir du « capital humain ». Pour assurer cet avenir, l'UNICEF devait désormais, contrairement aux autres organisations internationales, qui travaillaient chacune dans leur secteur respectif, assumer tous les aspects du développement de l'enfance, avoir une action pluridisciplinaire. Aux yeux de Sicault et d'Heyward, la condition indispensable pour que cette action aboutisse, c'était son insertion dans la planification économique. Il fallait que les pays du tiers monde intègrent dans leurs plans de développement les conditions d'existence de l'enfance dans son ensemble.

Voilà pourquoi la conférence de Bellagio rassembla des économistes et des planificateurs venus de tous les pays. Des Hollandais, des Américains, des Britanniques, des Polonais, comme le grand économiste Doubrovitch, des Français, parmi lesquels Alfred Sauvy, discutèrent avec les représentants de l'UNICEF de cette conception nouvelle.

Bellagio fut une sorte de défi. C'était la première fois qu'une organisation comme l'UNICEF, dynamique mais pas très puissante, interrogeait des spécialistes de l'économie et de la planification et envisageait avec eux une coopération à long terme.

Ces idées furent accueillies avec scepticisme. Il est difficile de

briser les cloisonnements et d'écarter les œillères. Le « retournement » que proposait l'UNICEF en se présentant comme une organisation capable de traiter l'essentiel de toutes les disciplines (nutrition, santé, éducation) au service d'un groupe d'âge, choqua et choqua encore les membres de la FAO, de l'OMS et de l'UNESCO, très attachés à la responsabilité technologique par secteur. Quant aux économistes, dans leur grande majorité, ils virent tout d'abord d'un mauvais œil ce côté « prétentieux » que l'UNICEF désirait assumer. Ils considérèrent sa volonté de retournement comme une utopie de plus.

Ces réticences, partagées d'ailleurs par de nombreux membres du Fonds, n'empêchèrent pas Heyward de travailler à l'approfondissement et à la diffusion de ces idées nouvelles. On créa pour cela une « section de planification », dirigée par un économiste polonais, le P<sup>r</sup> Iwaskevitch.

J'intégrai cette équipe dès mon entrée à l'UNICEF. J'en devins ensuite, après le départ à la retraite du P<sup>r</sup> Iwaskevitch, directeur par intérim.

Je pus alors reprendre sur une grande échelle les réflexions que j'avais entamées dès mon arrivée au Maroc, alors que je n'étais encore qu'un médecin débutant, simple employé des Services de santé du protectorat. Il me fallut pour cela m'intéresser de près à des domaines très divers. Mes sujets de prédilection avaient été, jusqu'en 1965, la santé et l'alimentation. Je dus développer mes connaissances sociologiques et culturelles. Sans avoir la prétention d'assimiler tous les modes culturels et économiques de la planète, du Chili jusqu'à Pékin, j'essayai de maîtriser les données des grands problèmes de l'enfance à travers le monde, en premier lieu l'éducation et la formation professionnelle. J'assistai, au nom de l'UNICEF, à des réunions où j'étais confronté avec de grands spécialistes de ces questions, fonctionnaires du Bureau international du travail et de l'UNESCO ou membres du secteur privé. Il en résulta un éclatement de ma dimension. C'était ce qu'attendaient de moi mes supérieurs : un mélange de mes connaissances propres et d'une ouverture sur le développement global de l'enfance et de l'adolescence.

J'ai toujours été hanté par l'instinct de procréation, propre à toutes les races de la terre et que je partage avec tous les hommes.

Même s'il s'exprime de façon différente suivant les civilisations, s'il est plus passionné dans le monde arabe, plus discret dans la tradition africaine, plus pudique dans les pays d'Asie, cet instinct représente, avec l'investissement affectif qu'il implique, un capital énorme. Encore faut-il qu'il ne soit ni amoindri ni mutilé par l'angoisse, la peur du lendemain ou la résignation, que la moisson des hommes ne soit pas fauchée par la maladie et la malnutrition, qu'elle ne soit pas irrémédiablement gâchée par le désespoir qu'engendre le sous-développement.

J'ai toujours pensé qu'un des plus grands désastres du tiers monde était, sans qu'on puisse en expliquer les raisons ni accuser qui que ce soit, la mise en valeur prioritaire des ressources physiques, avec l'idée que les êtres humains résoudre eux-mêmes leurs « problèmes privés ». Cette disproportion entre la charge émotionnelle et affective que tout homme reporte sur sa progéniture et le peu d'empressement des gouvernements et des systèmes à donner aux couples du tiers monde le maximum d'aide et d'encadrement, au sens souple du terme, pour que l'instinct de procréation puisse aboutir dans les meilleures conditions à la naissance et à la formation d'un enfant m'a toujours étonné. Comment se fait-il qu'il y ait un tel gouffre entre ce désir d'enfanter et l'incohérence, l'anarchie, la « friche » livrée au bon vouloir du vent, de la sécheresse ou des épidémies, qui forme le cadre de vie des habitants du tiers monde ? Et ce gouffre, comment le supprimer ? Comment venir à bout du magma à la fois sanitaire, économique, social et éducatif qui le creuse chaque jour un peu plus ?

Tel fut le point de départ de la réflexion que mena pendant plusieurs années la section de planification de l'UNICEF. Dirigée donc par un Polonais puis par un Français, cette équipe était très cosmopolite. Elle se composait de deux Américains, Bill Fuller et Steve Umemoto, d'un Brésilien, Nailton de Santos, un Sénégalais, Ibrahim Fall, d'un Égyptien, Osman Faraj, d'un Indien, d'un Espagnol, Victor Solers-Sala, et d'un Suisse, Pierre Eric Mandel ; une des figures les plus importantes du groupe était Cheik Hamidou Kane, redevenu aujourd'hui ministre du Plan du Sénégal. Puis vint Tarlok Sing, comme nouveau directeur.

Nous étions chargés de rechercher de nouvelles formules de

travail en partant d'un principe qui préfigurait ce qu'on appelle aujourd'hui le dialogue Nord-Sud, du moins ce qu'il devrait être. Nous demandions que les pays du tiers monde analysent leurs problèmes et attendent du monde industriel non plus une assistance, mais une coopération sur un pied d'égalité, le remplacement de l'esprit « missionnaire » des organisations internationales par un véritable pragmatisme.

Sans doute privilégions-nous la réflexion par rapport à l'action. Mais nous étions certains que notre réflexion déboucherait un jour sur des modes de travail concrets. Nous nous sentions des pionniers.

Notre enthousiasme n'était pas partagé par tout le monde. En vingt ans d'existence, l'UNICEF avait acquis, grâce à ses programmes d'assistance, une réputation universelle. La plupart de ses représentants sur le terrain et de nombreux membres du conseil d'administration ne voyaient pas pourquoi nous leur demandions de modifier leur mode d'action, puisqu'il était bon, efficace et apprécié par tous. La « vieille garde » de l'UNICEF, qui avait tant fait pour l'enfance, éprouvait à notre égard une certaine irritation. Ses membres ne comprenaient pas pourquoi nous remettions en cause ce à quoi ils avaient consacré leur vie. « Votre réflexion est intéressante, nous disaient-ils, mais à quoi nous mène-t-elle? Nous avons assez de mal à courir dans toutes les directions, comme des pompiers. Pour l'instant, nous savons qu'à tel endroit on a besoin de matériel médical, qu'à tel autre les enfants manquent de lait, que telle école a besoin de matériel scolaire. Au lieu de poursuivre cette distribution, que les gouvernements apprécient, vous voulez cérébraliser l'organisation, l'éloigner de sa véritable fonction, qui consiste à apporter une aide matérielle dont on peut espérer qu'elle procurera une sorte d'apaisement. »

Dans un sens, ils avaient raison : l'aide qu'ils apportaient était utile et justifiée. Mais ils avaient quand même tort de ne pas admettre qu'il fallait aller au-delà de la simple assistance, la repenser complètement. Nous ne mettions en cause ni leur générosité ni les résultats qu'ils avaient obtenus. Nous pensions simplement que l'heure était venue, non seulement pour l'UNICEF mais pour l'ensemble des organisations et des gouvernements



du monde développé, de retourner le processus, et, plutôt que d'essayer de rendre moins dramatiques les effets de la « friche » ou du magma, de s'attaquer au magma lui-même.

Nos conceptions parurent peut-être trop ambitieuses et trop irréalistes aux « anciens » de l'UNICEF, comme elles parurent « sympathiques » mais « sans objet » à la plupart des grands planificateurs de l'époque. Elles déclenchèrent en tout cas entre les « anciens » et nous un « conflit de génération » qu'à court terme, nous avons perdu.

A long terme, nous avons gagné. Il nous a fallu beaucoup de temps : j'ai déjà dit que les idées les plus simples mettent des années à s'imposer. Pour faire admettre les nôtres, nous avons dû continuer à nous insurger.

Tout en travaillant avec l'équipe de planificateurs basée à New York, j'étais spécialement chargé de l'Afrique. J'eus ainsi l'occasion, en voyageant à travers le continent, d'avoir des contacts fréquents avec nos camarades basés sur place. Notre équipe réfléchissait à la relation entre l'homme africain et le développement de l'Afrique, réflexion qui donna plus tard la conférence de Lomé, où l'UNICEF et les gouvernements africains essayèrent de mettre sur pied une nouvelle forme de coopération. Pour l'heure, nous n'avions que des responsabilités indirectes. Les représentants du Fonds sur le terrain, confrontés tous les jours avec les effets du sous-développement, continuaient à voir en nous des « rêveurs intellectuels ». Lorsque nous tentions de les amener à approfondir leur information, à étudier avec les gouvernements les causes du sous-développement plutôt que les situations à traiter grâce à des programmes d'assistance, lorsque nous leur disions : « En agissant de la sorte, vous serez peut-être moins brillants que vous ne l'êtes aujourd'hui, mais vous serez, à terme, plus efficaces », leur réaction était parfois peu chaleureuse.

Sans doute est-ce pour cette raison que l'équipe de planificateurs de New York finit par se disperser. Ne pouvant pas imposer leurs idées depuis le siège de l'UNICEF, ses membres demandèrent les uns après les autres à occuper des postes sur le terrain, les uns au Proche-Orient, certains en Asie, les autres, comme moi, en Afrique du Nord, où, grâce à l'extraordinaire souplesse de l'UNICEF, qui laisse à ses représentants une très

grande initiative, ils purent commencer à mettre leurs idées en pratique.

Cette dispersion eut lieu vers 1970. Les années qui la précédèrent furent intenses et difficiles. Nous étions un peu amers. Nous avons eu, pendant cinq ans, l'impression d'un rejet de greffe.

Cette froideur ne nous a pas empêchés d'agir, de disséminer nos idées un peu partout à travers le monde. Tout en continuant à privilégier les activités quotidiennes de coopération, l'UNICEF nous avait alloué un budget. Nous avons pu, dans de nombreux pays, participer à la formation d'hommes qui finiraient par être les vecteurs de nos conceptions, par former un réseau de sociologues et d'économistes partageant les mêmes points de vue. Nous avons ainsi lancé des plans de formation avec l'Institut de développement économique et social des Nations unies pour l'Extrême-Orient à Bangkok, avec d'autres instituts de formation aux Indes et au Moyen-Orient, avec l'Institut de Dakar. Nous avons également contribué, à Paris, à la formation des planificateurs de l'école francophone de l'IEDES, dirigée par François Perroux, insérant dans le programme de cette formation un chapitre intitulé « Enfance, Jeunesse et Développement ».

Tout cela n'a pas bouleversé l'humanité. Mais nos idées sont entrées dans de nombreux cerveaux. Nous n'étions plus tout à fait seuls. A partir de 1970, l'Organisation des Nations unies elle-même, sous l'influence de sir Robert Jackson, procéda de son côté, et à son échelle, à un « retournement » de sa politique. Là encore, il s'agissait de la mise en chantier d'une idée extraordinairement banale : préparant ce qu'on a appelé les « décennies du développement », l'ONU décida que la coopération avec les pays du tiers monde ne se ferait plus par secteurs, mais par pays. L'ONU tiendrait désormais aux gouvernements du tiers monde le discours suivant : « L'aide allouée à votre pays peut être plafonnée à tel niveau. Comment voyez-vous vos propres priorités ? Si vous n'en avez pas une idée exacte, comment pouvons-nous vous aider à les identifier ? Nous collaborerons avec vos techniciens pour faire un inventaire de la situation. Vous nous direz ensuite ce que vous attendez de nous au lieu que ce soit nous qui, comme jadis, vous le proposons. »

## RENCONTRE AVEC L'UNICEF

Cette conception rejoignait les nôtres. Elle donnait une nouvelle dimension à la politique de l'enfance : les représentants de l'UNICEF sur le terrain devaient désormais se faire les avocats d'une action globale par pays.

Ce fut dans cette perspective que nous avons conçu et largement diffusé dans le monde entier la politique des services de base.

Cette politique partait d'un constat très simple : il existe par exemple dans toutes les capitales du tiers monde des hôpitaux très modernes qui ne peuvent recevoir qu'un petit nombre de malades mais où l'on peut traiter, avec un matériel sophistiqué, les problèmes médicaux les plus complexes, alors qu'à 150 mètres du bloc opératoire, les enfants d'un quartier misérable meurent encore de malnutrition et de déshydratation.

Situation absurde, qu'on retrouve dans d'autres secteurs comme l'éducation, avec l'existence simultanée d'universités réservées à une élite urbaine et une proportion croissante, principalement dans les zones rurales et les bidonvilles, d'enfants qui n'ont pas accès à l'alphabétisation; contradiction héritée d'un modèle de développement « à l'occidentale » basé sur une pyramide « posée sur sa pointe ». Alors que plus de 80 % de la population du tiers monde vit en zone rurale, ce modèle de développement privilégiait les habitants des villes. Résultat : la majorité de la population était encore prisonnière de son « magma », victime de difficultés qui résultaient simplement de la pesanteur du milieu, de l'ignorance et de la pauvreté.

Nous proposons de retourner la pyramide, de rebâtir le système de développement en partant des besoins les plus élémentaires au niveau le plus simple : celui du village. Il s'agissait, avec la participation populaire, de hiérarchiser les priorités et de procéder par étapes, de s'attacher à régler les problèmes primaires avant de passer aux problèmes secondaires, puis aux problèmes tertiaires. C'est-à-dire essayer en premier lieu de mettre en place pour tout le monde ce qui est vital, de protéger la grossesse, puisque, voulue ou non, elle est vécue, d'assurer la survie des nouveau-nés, puis, cette étape franchie, de penser à un futur et à la qualité de la vie, fixer avant tout des horizons accessibles au niveau du village et élever progressivement la barre.

Telle était la politique à laquelle nous voulions nous associer avec les gouvernements du tiers monde. Elle supposait une révision déchirante de tout ce qui avait été fait jusque-là, une réforme fondamentale du mode de distribution des services. « Jusqu'ici, disions-nous aux dirigeants des pays, vous vous êtes développés suivant le développement sectoriel traditionnel. Dans le domaine de la Santé publique, vous avez construit des hôpitaux puis, s'il vous restait un peu d'argent, des dispensaires. Ensuite seulement vous avez mis sur pied des équipes rurales de médecine préventive et une politique d'éducation sanitaire relayée par la radio et la télévision. Même chose en ce qui concerne l'éducation nationale, pour la scolarisation primaire et secondaire. Nous vous proposons de faire exactement l'inverse, de commencer par « nettoyer » le magma, par vous débarrasser de tous les magmas, qu'ils soient sanitaire, économique ou éducatif, pour permettre d'abord aux gens de se défendre contre les agressions primaires, qu'il s'agisse des maladies dites "bénignes" mais qui tuent les enfants aussi sûrement que la peste, de la pollution de l'eau ou des mauvaises conditions d'hygiène. Il vaut mieux, avant de construire des hôpitaux, former au niveau du village des agents de santé communautaires choisis parmi la population, résidant sur place, capables de traiter les cas courants et d'améliorer les conditions de vie.

« Ce raisonnement s'applique à l'éducation : les prix Nobel en puissance vivent dans la brousse, dans les villages. L'Université étant actuellement réservée à quelques-uns, ils sont inemployés. Ne pourrait-on donner à tout le monde un bagage minimum, apprendre à tous à lire et à écrire, pour pousser ensuite démocratiquement les meilleurs?

« Même chose pour le travail et l'emploi. Tout en faisant accéder les gens à une formation spécialisée, il faut initier le plus grand nombre de personnes possible aux techniques de base, leur apprendre à se servir d'un tournevis, à mettre en place dans leur village une petite installation électrique, à entretenir une pompe.

« Il ne s'agit pas de "coller" les gens à la base, mais de les accompagner dans leurs pas vers le futur. A l'extrême, on pourrait arriver à une sélection harmonieuse : ceux qui auraient démontré,

## RENCONTRE AVEC L'UNICEF

non seulement leur capacité d'apprendre mais aussi d'enseigner, deviendraient par exemple infirmiers puis, après une formation en cours d'emploi, au bout de dix ou quinze ans, médecins à part entière. »

Tout cela peut paraître très simple. En fait, c'était trop simple.

Cette façon de retourner le processus de l'aide en fonction des besoins de base surprit de nombreux membres de l'UNICEF. Nous ne recherchions pourtant qu'une avenue de travail plus proche des peuples. Nous voulions, en les associant à leur propre développement, leur éviter le déracinement, la destruction irrémédiable de leur cadre de vie, l'exode en masse, l'accès direct à la ville et à la condition sous-prolétarienne, dont on sait qu'elles n'engendrent qu'injustice, désespoir et échec.

C'était pragmatique. Ceux qui croyaient l'être en distribuant des vivres et des médicaments à des populations hébétées par le malheur, ceux qui insistaient sur l'assistance, et uniquement sur l'assistance, n'étaient pas pragmatiques mais pratiques. Le pragmatisme est un choix intellectuel. Il faut aller d'étape en étape et ne se décider à franchir un palier que si on est sûr de laisser derrière soi des structures solides.

Nous cherchions à percevoir un comportement logique de développement, basé en fait sur la méthode épidémiologique. Avant de prévenir, avant de guérir, il faut s'interroger sur le pourquoi des choses.

Cette attitude s'applique à toutes les disciplines. Un paysan qui s'interroge sur le faible rendement de son champ se livre à un raisonnement épidémiologique. Au lieu de se dire : « Comment vais-je survivre avec cette mauvaise récolte? » et « Qui me donnera la nourriture qui me manque? » il se dit : « Pourquoi mon rendement est-il si bas? Que puis-je faire pour l'améliorer? »

La réponse est toujours la même : il faut traiter le milieu, apprendre à comprendre, aider à produire des richesses.

Telle fut la base de l'affrontement qui nous opposa pendant des années aux « fidèles » de l'assistance. Le débat fut très passionné. Je me souviens d'un meeting houleux à Bangkok. Alors que je venais d'expliquer aux participants qu'il était indispensable pour nous de modifier notre approche, un ami américain qui

travaillait sur le terrain pour l'UNICEF, me répondit, exaspéré par mes arguments :

– Alors, tout ce que nous avons fait jusqu'ici n'a servi à rien! C'est cela que vous insinuez?

Je n'insinuais rien de tel. Mais j'étais bien décidé à prouver, comme tous les membres de notre équipe, que seuls un changement de cap et une nouvelle mentalité, débarrassée du paternalisme et du puritanisme que sous-entendait la notion même d'assistance, nous permettraient de prendre à bras-le-corps le problème du sous-développement.

Nous avons assez réfléchi. Nous devons désormais agir, mettre nos idées en pratique. Pour cela, il nous fallait quitter le siège de l'UNICEF et nos cellules de moine du building des Nations unies, aller nous-mêmes sur le terrain.

C'était ce que je souhaitais. Peut-être étais-je aussi las de la sophistication et de la fébrilité new-yorkaises. Je ne reniais rien de tout ce que New York m'avait fait découvrir. Je m'étais imprégné pendant huit ans d'une civilisation unique au monde, pour qui les préjugés et les cloisonnements de la vieille Europe sont aussi démodés que les querelles théologiques de la Renaissance. Les liens que j'avais noués avec de grands musiciens de jazz comme Art Blackey, Dizzy Gillespie et John Coltrane, mon admiration pour Bill Evans, que j'avais écouté des heures entières, alors que, cassé sur son piano, il poussait aussi loin que possible ses explorations sonores, ne m'avaient pas empêché de me familiariser avec la musique contemporaine dite « sérieuse », celle de Bartok, Berg, Schönberg, Allenberg ou Stockhausen, dont l'harmonie déconcertante, avec ses contrastes et sa dureté, évoquait pour moi la complexité même de la vie.

L'Amérique a une faculté d'assimilation que l'Europe a perdue. Comme Rome jadis, elle intègre à sa culture des apports venus du monde entier. C'est à New York, au conservatoire de musique électronique, que se poursuivent les recherches musicales les plus audacieuses. Mais c'est aussi à New York, dans les célèbres *cloisters*, ces cloîtres démontés pierre par pierre et transplantés d'Europe en Amérique par des mécènes, que la foule écoute avec respect des chants grégoriens et de la musique sacrée. Certains, à propos de ces cloîtres, ont parlé de « pillage ». Je n'y ai



Hanoi, 1976 : « Dans un pays en voie de développement, l'objectif c'est la vie. » (Ph. Danois - UNICEF.)



Quatre continents sont les étapes d'une carrière internationale au service de l'UNICEF. Le Dr F. Remy, ici à Rabat en 1958, à l'époque de la création du Service de nutrition au ministère de la Santé publique.

p.116 a



2 janvier 1980 : prestation de serment de James P. Grant (au centre), nouveau directeur général de l'UNICEF, qui succède à Henry R. Labouisse (à gauche), devant M. Martin B. Sandberg. (Ph. M. Grant — UNICEF.)

p. 116 8



Maurice Pate, le premier (des trois) directeurs généraux de l'UNICEF. Je le rencontrai au Maroc en 1956 et travaillai près de lui de 1963 à 1965.



Ludwig Rachjmann, membre fondateur puis président du conseil d'administration de l'UNICEF. (Ph. Blackstone Studios Inc. — UNICEF.)





F. J.R. Heyward, directeur général adjoint de l'UNICEF, mentor et ami.

p. 116 C



Le Pr Robert Debré, un des doyens du conseil d'administration de l'UNICEF.



Georges Sicault, créateur d'une des premières politiques de santé publique du tiers monde, lorsqu'il était directeur général au temps du protectorat au Maroc en 1956.



Algérie, 1972. Près de Touggourt, le Dr F. Remy, utilisant son propre tube d'amiomycine, apprend à un fellah à soigner le trachome de son fils.

116 D



En présence du roi du Maroc, Mohamed V, et du futur Hassan II (à gauche), du ministre de la Santé, le Dr A. Farraj, Marocains et Français discutent de la nouvelle politique de santé publique. (Ph. Studio R. Pottecher — UNICEF.)



Le prince Talal bin Abdul-Aziz Ibn Séoud découvre les enfants du Bangladesh.

116 E

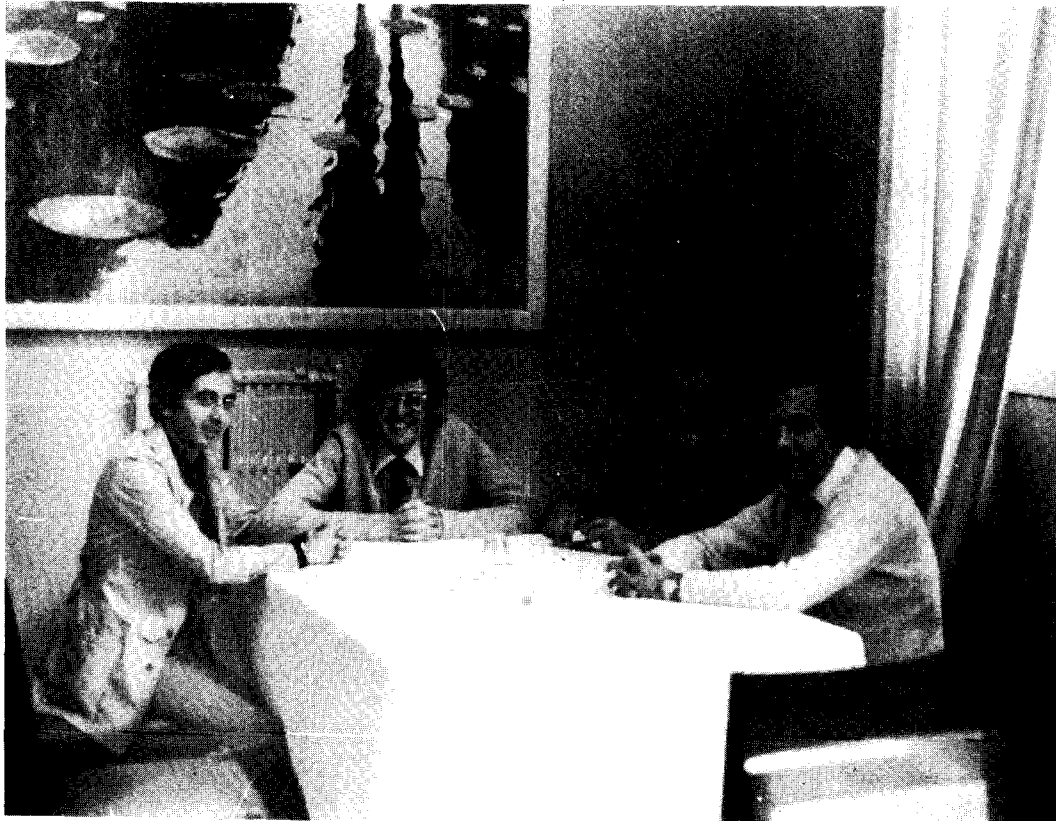


1981, le prince Talal bin Abdul-Aziz Ibn Séoud s'entretient avec le Dr F. Remy de la création de l'A.G.F.U.N.D. (Fondation des États arabes du Golfe pour le développement). (Ph. Ruby Mera — UNICEF.)



Juin 1982 : les premiers secours arrivés par avion de Copenhague, magasin central de l'UNICEF, sont dirigés par convoi sur Beyrouth assiégée.

P. 116 F



La même table, le même coin sous la même peinture : tous les jours pendant deux ans, de 1975 à 1977, l'hôtel Hoa Binh sera le Q.G. de l'UNICEF à Hanoi. Ici, Hopwood et le Dr F. Remy avec un spécialiste de la construction des écoles du Vietnam.



Juin-juillet 1982, dans le faubourg sud de la banlieue de Beyrouth : la station de pompage a été détruite par les bombardements aériens, les réservoirs sont vides. Ce groupe permettra de pomper sous la ville et de remplir des réservoirs mobiles ou placés sur les toits des immeubles.

p. 116 G

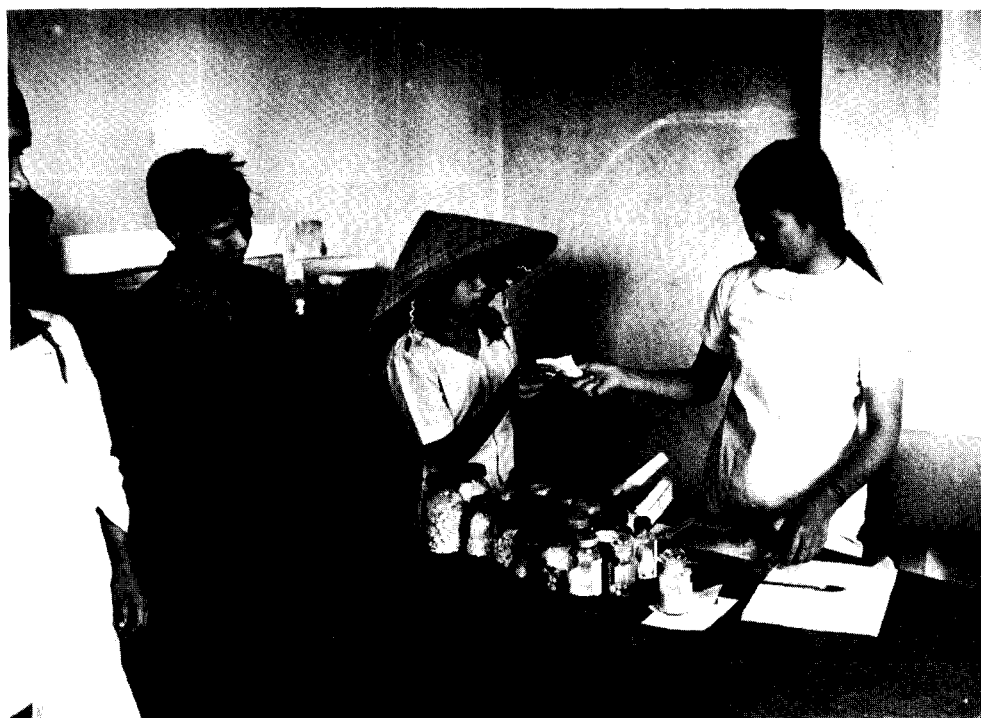


Hanoi, 1976. Séance de travail au ministère de la Santé. A droite, M. Sandberg et le Dr F. Remy.



Danang, 1976. Le Dr F. Remy inspecte la mise en œuvre de la politique des latrines, ces fameuses fosses étanches du Vietnam.

p 116 H



Dans un centre de santé communal, un volontaire du Service de Santé donne des médicaments à une jeune Vietnamiennne. (Photo B. Gerin).

*Les photos non signées relèvent des reportages de l'UNICEF et des collections de l'auteur.*

## RENCONTRE AVEC L'UNICEF

vu pour ma part qu'un hommage rendu par les Américains à une culture dont ils sont issus et que les Européens, à l'époque, négligeaient.

Tout cela m'avait fasciné. Mais je désirais autre chose. Comme tout bon New-Yorkais, je connaissais Central Park par cœur. Les buildings, aussi beaux fussent-ils, me cachaient le ciel. Le bitume collait à mes semelles. J'avais besoin de grands espaces.

Le poste de représentant de l'UNICEF en Afrique du Nord, avec résidence à Alger, était disponible. Je le demandai et je l'obtins. J'allais enfin me retrouver confronté à une situation pratique.

En juillet 1971, le jour de mon départ de New York, le roi du Maroc réunit dans sa résidence de Skhirat des centaines d'invités triés sur le volet. Des conjurés décidèrent de profiter de l'occasion pour l'assassiner. Il en résulta un massacre dont Hassan II sortit indemne mais qui coûta la vie à mon ami l'ancien ministre marocain de la Santé, l'homme que j'avais connu simple médecin à Marrakech et qui avait été un de mes initiateurs à l'humanisme maghrébin. Alors qu'il cherchait à s'enfuir sur la plage, il fut abattu d'une rafale dans le dos. Cette nouvelle, que j'appris dans l'avion, me bouleversa et ternit brutalement la joie que j'éprouvais à l'idée de fouler de nouveau le sol de l'Afrique du Nord.

J'arrivais en Algérie la tête pleine d'idées. Il fallait réveiller le bureau d'Alger, un peu somnolent depuis que Roland Marty l'avait quitté deux ans plus tôt. Pour les Algériens, les Marocains et les Tunisiens, Marty avait été un véritable « Père Noël ». « Le merveilleux Dr Marty », disaient-ils. A l'époque, où, juste après son indépendance, l'Algérie était considérée par le siège de New York comme un « pays d'urgence », Marty avait donné de l'UNICEF une image idéale, chaleureuse et efficace. Ensuite, l'enthousiasme s'était dissipé. L'Algérie se développait grâce à une utilisation intelligente de son pétrole et le conseil d'administration du Fonds ne tenait pas trop à encourager l'aide à des



pays qui avaient les moyens de progresser par eux-mêmes.

Mais justement, il ne s'agissait plus d'aide. La Tunisie, le Maroc et l'Algérie avaient une vision très claire de leur développement. Ils avaient formé des cadres, planifié leur production. Ce que l'UNICEF pouvait dès lors leur apporter, c'était une véritable coopération, telle que nous avons tenté de la définir à New York. Nous devions essayer de découvrir les secteurs où nous leur serions utiles en leur fournissant une technologie et des moyens que nous pouvions mobiliser.

Il n'y eut donc pas de fourniture de produits de première nécessité, il n'y eut pas d'assistance. Notre action se situa à un autre niveau. Le projet auquel je consacrai le plus de temps fut la coopération avec l'Institut algérien des planificateurs. Situé sur les hauteurs d'Alger, cet institut était dirigé par le D<sup>r</sup> Rhaman Rémili. Rémili rêvait de former des planificateurs non seulement spécialistes d'économie mais capables de prendre en compte les aspects humains du développement. Avec l'aide de Pierre Campagne, consultant de l'UNICEF, lui-même planificateur du développement rural, Rémili et moi avons créé un enseignement basé sur le développement de l'individu, depuis la politique démographique jusqu'à la mise au travail de l'adolescent, enseignement complété par un cours que je fis sur « la santé et la nutrition ». Cet enseignement, destiné à de futurs planificateurs qui travailleraient ensuite au niveau régional, dans les villages, et seraient donc associés au décollage économique et social du pays, insistait sur la protection de l'homme et son intégration harmonieuse dans son cadre de vie. On était loin de l'application brutale de la théorie des retombées contre laquelle je m'étais insurgé sans succès en Côte-d'Ivoire. La conception du développement en qui la plupart des économistes voyaient en 1960 une « utopie » était enfin, en 1971, assimilée et comprise.

Cet enseignement de l' « Institut Ben Akhnoun » existe toujours. Preuve que l'action de l'UNICEF dans ce domaine, même si elle n'a pas été « spectaculaire », a porté ses fruits.

Des actions de ce genre s'étalent sur des années. Elles peuvent passer inaperçues. Mais elles changent les attitudes, elles éveillent les esprits.

Témoin un autre projet que je suivis de très près pendant les

quatre ans que je passai en Afrique du Nord : projet totalement inconnu du public, mais qui illustre parfaitement le rôle que joue tous les jours l'UNICEF dans les pays du tiers monde.

Appuyé par Georges Sicault, ce projet avait été conçu en 1963 par un professeur de technologie alimentaire de l'université de Parme, Aldo Buffa. Aristocrate sicilien coléreux et passionné, Aldo Buffa connaissait admirablement le tiers monde. Contestataire virulent depuis l'âge de vingt-cinq ans, il était profondément révolté par l'activité des grandes sociétés industrielles dans les pays pauvres, notamment les groupes agro-alimentaires qui monopolisaient en Afrique et en Amérique latine le marché des aliments pour enfants. « *Nestlé the killer* », disait-on aux États-Unis à propos de ce géant du lait en poudre, dont les représentants faisaient une publicité insistante appuyée par d'énormes moyens financiers.

Sans aller jusque-là, il est évident que la consommation mal comprise de lait en poudre ou d'autres aliments importés d'Europe et des États-Unis avait indirectement sur l'état de santé des enfants un effet néfaste. Ce qui est abordable pour des mères de famille européennes ou américaines ne l'est pas pour les femmes du tiers monde. Les mères qui achetaient pour leur bébé du lait en poudre ou en boîte fabriqué par une multinationale n'avaient, la plupart du temps, pas assez d'argent pour leur en donner régulièrement. D'où des déséquilibres graves. D'un autre côté, ces produits, adaptés au profil nutritionnel des enfants d'Europe, ne convenaient pas obligatoirement à ceux du tiers monde. En plus en décourageant l'alimentation maternelle des nourrissons, ils entraînaient une déformation des habitudes alimentaires. D'où l'extension du marasme, avec sa conséquence la plus catastrophique : la vulnérabilité des enfants à des maladies comme la rougeole qui, dans certains villages d'Algérie, faisait d'énormes dégâts. Le chiffre de la mortalité infantile sur l'ensemble du pays (120 ‰) était éloquent. Chiffre d'autant plus révoltant que l'Algérie, comme de nombreux pays du tiers monde, avait une production agricole abondante et diversifiée.

Pour briser ce cercle et concurrencer les multinationales sur leur propre terrain en prouvant que les pays en voie de développement pouvaient très bien nourrir eux-mêmes leurs jeunes

## RENCONTRE AVEC L'UNICEF

enfants, Buffa se lança dans une aventure qui, aujourd'hui encore, est restée unique et préfigure avec des années d'avance l'offensive que mènent aujourd'hui les pays pauvres contre la « dictature » de certains grands trusts exportateurs.

Il décida de s'associer à la création par l'Algérie d'une industrie alimentaire de pointe, capable de rivaliser avec celles de Lausanne ou de la banlieue parisienne et qui n'utiliserait que les ressources agricoles du pays. Ainsi naquit en 1964 une petite usine expérimentale qui fabriquait un aliment pour enfants fait d'un mélange de farine de blé dur, de pois chiches et de lentilles, d'une infime quantité de lait, de vitamines et de calcium.

La part de lait dans ce produit, qu'on appela la supéramine, était symbolique. Les médecins auraient vu d'un mauvais œil un aliment qui n'en aurait pas contenu quelques pincées. Tous les autres ingrédients, sauf le calcium, indispensable dans un pays où de nombreux enfants souffraient de rachitisme, étaient des produits locaux.

La supéramine avait une valeur biologique égale, sinon supérieure aux aliments vendus par les multinationales. Elle répondait exactement aux besoins des enfants à partir de quatre ou cinq mois, au moment où l'alimentation au sein doit être complétée par un aliment donné au biberon ou à la cuillère. En plus, elle coûtait deux fois moins cher que tous les produits importés.

Cet aliment, dont j'avais suivi la conception et l'expérimentation depuis New York, fut mis sur le marché algérien en 1970. Je m'en occupai activement dès mon arrivée à Alger. Très conscient de l'importance de la nutrition et de l'indépendance économique, le président Boumediene supervisa les débuts de la supéramine, tout d'abord vendue sous forme de sachets dans les pharmacies et les épiceries. Il estima très vite que la commercialisation d'un aliment de ce genre n'était pas un bon système. Il décida de le faire distribuer gratuitement à ceux qui en avaient besoin. Il pensait qu'il était normal de rétrocéder ainsi aux nourrissons algériens les bénéfices pétroliers du pays.

La supéramine aurait pu connaître une extension considérable. Elle eut d'ailleurs un succès certain. La première usine, installée dans une minoterie, produisait à ses débuts, avec une

machine de 500 000 dollars fournie par l'UNICEF, 500 à 600 tonnes par an. Petit à petit, la production augmenta. En 1973, Buffa lança avec mon aide des produits similaires au Maroc et en Tunisie. Le produit marocain s'appelait « lactamine ». Les Tunisiens avaient baptisé le leur *saha*, ce qui veut dire « santé ».

Grâce au représentant de l'UNICEF au Maroc, Paul-Louis Audat, « lactamine » fut bien distribuée. En Tunisie, par contre, le *saha* se heurta aux mêmes difficultés que la supéramine en Algérie. Les êtres humains ont des réactions singulières, dans les pays du tiers monde comme ailleurs. Ce qui aurait dû faire la fortune de la supéramine freina sa diffusion. Elle était trop bon marché. Or les gens se méfient, à tort, de ce qui n'est pas cher. La supéramine, lorsqu'elle fut mise en vente, et même lorsqu'elle fut distribuée par les autorités, eut du mal à s'imposer. D'autant que les multinationales intensifièrent leurs pressions. Nous nous aperçûmes, Buffa et moi, à quel point il est difficile de lancer sur le marché un produit qui remet en cause le monopole des grosses sociétés. Publicité intensive, « cadeaux », échantillons donnés aux administrateurs d'hôpitaux : les grandes entreprises ne manquaient pas d'arguments. « Bien sûr, disaient leurs représentants aux Algériens et aux Tunisiens, vous avez votre produit; mais le nôtre offre toutes les garanties d'une marque prestigieuse. Il vaut mieux donner à vos enfants ce qu'il y a de meilleur, même s'il vous en coûte un peu plus. » Cet argument portait.

Aujourd'hui, la situation a changé : les grandes firmes multinationales n'ont plus le droit de faire de la publicité et le gouvernement algérien se réserve seul la possibilité d'importer leurs produits, destinés à des enfants à qui la supéramine, qui est un aliment standard, ne convient pas. La supéramine existe. Même si on a dû modifier ses composants à la suite de la diminution de la production algérienne de blé et de pois chiches, même si on a dû par conséquent y inclure davantage de lait, ce qui était contraire au but initial, même si elle n'a pas donné lieu à la naissance de la grande industrie agro-alimentaire qu'on pouvait espérer, elle est aujourd'hui la base de l'alimentation des jeunes enfants d'Algérie. Des techniciens algériens ont été formés. Le gouvernement algérien a financé et pris entièrement à sa charge la construction d'une autre usine, dotée d'équipements ultra-modernes et qui

fonctionne à plein rendement. Deux autres usines sont prévues. Il s'agit d'un succès industriel modeste. La supéramine, « lactamine » et le *saha* restent des productions locales. Les pays voisins, comme la Mauritanie, où la malnutrition est endémique et grave, sont trop peu peuplés pour représenter un marché d'exportation possible. Mais Aldo Buffa a quand même prouvé ce qu'il voulait prouver : les technologies alimentaires ne sont pas le privilège des pays riches. Buffa a d'ailleurs lancé des projets identiques, en Turquie, en Égypte, au Vietnam avec moi et en Chine. En aidant ces pays à produire eux-mêmes l'alimentation de leurs enfants, l'UNICEF a rempli son rôle.

En dehors de ces projets originaux, le Fonds s'est pleinement engagé, en Afrique du Nord, dans la mise en place des services de base. Formation de personnel médical et paramédical, éducation nutritionnelle des femmes, le tout centré sur la vie du village et le développement d'un esprit communautaire : telle fut la politique que je supervisai depuis Alger pendant quatre ans. La question de l'assainissement de l'eau, élément primordial de toute action sanitaire, y tint, comme partout, une place prépondérante. Cette action, je le répète, n'avait rien de spectaculaire. C'était une action en profondeur, au jour le jour, souvent monotone. Pour préserver la vie des enfants, il faut de la patience et de l'obstination. Ce qu'on fait n'est jamais suffisant; les pesanteurs sont lourdes, les échecs sont nombreux. Et les enfants continuent à mourir. Tant qu'il en sera ainsi, des hommes comme Sicault, Heyward, Buffa, Roland Marty ou Paul-Louis Audat, « Audat l'Africain », qui, après s'être dépensé sans compter au Maroc, passa de nombreuses années à Dakar et dont le collier de barbe est connu dans toute l'Afrique de l'Ouest, ne se reposeront pas.

On peut quand même s'accorder de temps en temps quelques compensations. Un jour de juin 1975, je décidai de m'offrir un fauteuil « de manager »; un bon fauteuil tournant, vaste et confortable. Il arriva dans mon bureau un matin à 10 heures. A midi, je reçus un télégramme de New York. On me proposait de partir pour Hanoi comme correspondant du Fonds auprès du « gouvernement provisoire révolutionnaire du Sud-Vietnam ». Après avoir réfléchi vingt-quatre heures, j'acceptai ce nouveau poste, laissant mon fauteuil à mon successeur.

BLANK

PAGE

124

III  
VIETNAM  
*1975-1977*

125

Blank

PAGE

p. 126



Ma carrière prit dès lors une dimension nouvelle. Mis à part des missions ponctuelles aux quatre coins du monde, elle s'était toujours déroulée entre l'Afrique du Nord et l'Afrique noire. Pour mes amis, et mes collaborateurs de l'UNICEF, j'avais toujours été moi aussi, même au cours des années que j'avais passées à New York, « l'Africain ». Je connaissais à peine l'Asie. Je n'avais fait que de courtes escales à Bangkok et au Japon pour assister à des conférences ou à des colloques. Je n'en avais retenu que des images toutes faites, comme en retiennent les voyageurs de passage. Surtout, je ne savais pas grand-chose sur ce qui se passait « de l'autre côté », dans cette Asie austère et puritaine où l'idéologie marxiste s'était greffée sur une tradition nationale faite de rigueur et de maîtrise de soi. Cette plongée subite dans un univers réfractaire aux influences extérieures, aussi éloigné des clichés sur « l'Asie voluptueuse » que peut l'être la civilisation scandinave de la gaieté napolitaine, fut pour moi un choc aussi important que l'avait été vingt ans plus tôt la découverte du « magma » de Fès. Mais ce fut un choc positif, la rencontre, indépendamment de toute adhésion politique, avec un mode de vie et de pensée dont je me sentis tout de suite solidaire.

Comme tout homme curieux de ce qui se passe dans le monde, j'étais sensibilisé depuis longtemps à la « question vietna-

mienne ». Sans avoir une connaissance approfondie de la situation elle-même, j'avais vécu à New York la contestation parfois violente des jeunes Américains à l'égard de l'action menée par leur pays dans la péninsule indochinoise. J'avais approuvé leurs critiques virulentes contre le gouvernement du Sud-Vietnam, qu'ils appelaient le *puppet des États-Unis*, le « pantin de l'Oncle Sam ». Dans sa grande majorité, la presse américaine leur emboîtait le pas. Cette presse, je l'épluchais tous les jours. Mais on ne peut vraiment porter un jugement sur une guerre aussi dure et en apparence aussi manichéenne que celle qu'avait menée pendant trente ans le peuple nord-vietnamien, si on n'est pas allé sur place se rendre compte par soi-même de l'état des choses.

En 1975, lorsque je fus nommé représentant de l'UNICEF à Hanoi auprès du « gouvernement provisoire révolutionnaire du Sud-Vietnam », qui siégeait encore dans la capitale du Nord, la guerre était finie. Après la chute de Saigon, devenu « Hô Chi Minh-Ville », le Vietnam entamait son processus de réunification. Sans avoir d'idées préconçues, je pensais qu'il serait intéressant, puisque j'allais être basé à Hanoi, de voir de mes yeux comment ce pays avait survécu à un combat sans merci.

Le Vietnam m'attirait pour une autre raison. En 1971, à New York, j'avais lu dans *Le Monde* un article écrit par le ministre nord-vietnamien de la Santé, M. Pham-Ngòc-Thach, qui fut tué trois ans plus tard sur la fameuse piste Hô Chi Minh. Dans cet article, le ministre affirmait que dans la République socialiste du Nord-Vietnam, la mortalité infantile était plus faible que dans l'ensemble de la population noire américaine. Pham-Ngòc-Tach ne faisait que citer des chiffres : il ne les commentait pas et les explicitait à peine. Son affirmation m'avait quand même séduit. Peu de gens, à l'époque, attribuaient à la mortalité infantile une signification précise. Ce n'était pas encore le critère « à la mode ». Personne n'en parlait. Il me semblait pourtant que c'était un des meilleurs indicateurs de la situation d'un pays ou d'un groupe donné : critère négatif, bien entendu, mais qui oblige à s'interroger sur les causes de cette mortalité, qu'elles soient économiques, sociales ou médicales.

L'information donnée par le ministre de la Santé du Nord-

## VIETNAM

Vietnam sur l'état des enfants de son pays était passée à peu près inaperçue. Mais elle joua, lorsqu'on me proposa de partir pour Hanoi, un rôle décisif dans mon acceptation. Je voulais voir cela de plus près.

Comme en 1949, au moment de mon embarquement sur *La Koutoubia* à destination du Maroc, je m'en allais à l'aventure, sans savoir ce qui m'attendait. Les relations entre le Vietnam, où il n'y avait aucun représentant permanent du Fonds, et l'UNICEF, étaient limitées. Non que l'ONU eût décidé de « boycotter » ce pays; ce genre d'attitude n'a jamais été dans sa nature. Mais les événements confus et brutaux qui venaient de mettre un terme à la guerre avaient entraîné un bouleversement de la position de l'UNICEF dans l'ensemble de l'Indochine. Dès la chute de Saïgon, son bureau au Sud-Vietnam avait été fermé; tout son personnel avait quitté le pays. Quant au bureau régional du Fonds pour l'Extrême-Orient, qui se trouvait à Bangkok, il n'avait que de rares contacts avec le Nord. Les deux Vietnam, le Cambodge et le Laos connaissant en effet une « situation » d'urgence, l'« Unité de la péninsule indochinoise », chargée de la collaboration de l'UNICEF avec les peuples de l'ancienne Indochine française, avait été rattachée à un bureau spécial à New York. Cette unité devait à la fois étudier une politique de coopération à long terme avec ces quatre pays, qui émergeaient à peine de la guerre, et un traitement de la situation d'urgence, laissé à l'initiative des agents de l'UNICEF sur le terrain. Ces agents étaient des agents « volants », des voyageurs, ce qu'on appelait en anglais des *rowing representants*. Ainsi, quelques semaines avant mon départ pour le Nord-Vietnam, était arrivé à Hanoi un jeune administrateur anglais du Fonds, Yan Hopwood. C'était tout ce que l'UNICEF avait au nord du 17<sup>e</sup> parallèle : une présence, un contact.

Outre ma mission spécifique auprès du gouvernement provisoire du Sud-Vietnam, j'avais précisément pour instruction de chercher à approfondir ce contact, à essayer, dans la mesure du possible, de le rendre permanent.

Après m'être arrêté à Bangkok, où je fus vacciné contre toutes les maladies possibles et inimaginables et où je demandai mon visa pour le Vietnam, je partis pour Vientiane, au Laos, dans un vieux DC 3. Le Laos était à l'époque un pays relativement calme : le

Pathet Lao n'y avait pas encore mis en place la pesanteur de ses structures. Je pus, pendant quelques jours, m'imprégner de l'atmosphère de l'Asie, goûter un dépaysement plus décisif encore que n'avait été pour moi le passage sans transition de la pauvreté africaine à l'exubérance new-yorkaise. Les arbres de la forêt tropicale, la lenteur, l'aspect à la fois paisible et puissant du Mékong, les Asiatiques eux-mêmes, tout était nouveau. Je découvrais des paysages d'une ampleur et d'un gigantisme oppressant où l'homme avait pourtant, depuis des millénaires, imprimé sa marque, luttant sans relâche, intelligemment et patiemment, contre la vitalité d'une nature inépuisable. L'eau, « la miséricorde de Dieu » des Marocains, était ici une alliée difficilement domestiquable et une ennemie souvent féroce. Elle était l'élément premier, le principe même de la vie, mais aussi le vecteur de germes dangereux et, lorsque les pluies soulevaient les fleuves et noyaient les rizières, la furie qui étouffe et détruit.

Je fus immédiatement fasciné par ce mélange d'extrême civilisation et de tension permanente. Le langage même des hommes, le son si particulier de leur voix, si différent de tout ce que j'avais entendu jusque-là, rendit mon dépaysement plus radical.

Un matin, je reçus mon visa et un billet d'avion. Je quittai Vientiane à bord d'un Antonov soviétique; autre nouveauté. Je parlais confiant mais intrigué, assez excité à l'idée de me trouver confronté, après un saut de puce d'une heure au-dessus des montagnes, à un univers pour moi entièrement neuf, à une autre « autre planète ».

Le vol fut court. Après être passé au-dessus du col qui sépare le Laos du Vietnam, l'Antonov franchit la partie forestière du pays avant d'amorcer sa descente vers Hanoi en survolant le fleuve Rouge et ses affluents. A ce moment-là, je vis vraiment le Vietnam. La découverte, vu d'avion, d'un paysage de rizières, fut un premier choc. Tout était dans l'eau. Les villages ou les maisons isolées étaient posés sur de petites banquettes, entre de grands champs de riz. Tout ce qui était cultivable était cultivé. Il n'y avait pas une friche, pas un « terrain vague ». Je pus ainsi mesurer d'emblée l'incroyable effort que fournissait, pour survivre, la population vietnamienne.

## VIETNAM

Les champs de riz étaient rectangulaires et parfaitement alignés les uns à côté des autres. Pourtant, on apercevait de temps en temps de grands plans d'eau circulaires, semblables à des vastes mares. Mon voisin me dit :

– Ce sont les cratères faits par les bombes américaines et sud-vietnamiennes.

Je lui demandai pourquoi ces énormes trous n'avaient jamais été bouchés.

– C'est impossible. L'impact des bombes brûlantes sur le sol a stérilisé la terre et l'a totalement desséchée. Avant de pouvoir l'utiliser, nous devons la laisser se gorger d'eau pendant des années.

J'appris par la suite que même ces cratères, symboles d'une implacable volonté de destruction, contribuaient au développement du pays : les Vietnamiens y faisaient de la pisciculture. Preuve de l'ingéniosité et de l'instinct de vie de cette nation, dont je devais avoir par la suite d'innombrables confirmations.

Ce survol rapide du territoire du Nord-Vietnam me révéla en outre quelque chose de capital : je me rendis compte à quel point, dans un pays où tout était dans l'eau, la situation sanitaire devait être spécifique et difficile à maîtriser. Ce fut mon premier « diagnostic ».

L'Antonov se posa sur une piste très courte où ne pouvaient atterrir que les avions à moteur. A l'extrémité de ce terrain minuscule cerné par deux rizières se dressait un bâtiment délabré qui ressemblait aux aérogares de jadis où j'allais assister, enfant, aux grandes fêtes de l'air. Dans ce bâtiment, tout avait l'air précaire, sauf l'imperturbable sérieux des petits Vietnamiens aux yeux cachés derrière leur casque qui épluchaient avec une minutie soupçonneuse les passeports des passagers et fouillaient leurs bagages en ne laissant rien au hasard.

Après avoir subi ce contrôle, je me retrouvai seul avec ma valise, mon passeport de l'ONU à la main, cherchant du regard quelqu'un qui aurait tenté de m'identifier. Personne ne me fit signe. Comme en 1960, le jour de mon arrivée en Côte-d'Ivoire, je m'aperçus très vite qu'on ne m'attendait pas. Mon visa avait tellement tardé que le fonctionnaire du gouvernement vietnamien chargé de m'accueillir, fatigué d'avoir fait le pied de grue

plusieurs jours de suite chaque fois qu'un avion en provenance du Laos se posait à Hanoi, s'était découragé.

Le terrain d'aviation se trouvait à 20 kilomètres de la capitale. J'étais en train de me demander si je ne serais pas obligé de m'y rendre à pied lorsqu'un Suédois qui se trouvait là m'aborda et, désignant mon passeport, me demanda qui j'étais. Je lui répondis que j'étais le nouveau représentant de l'UNICEF auprès du gouvernement provisoire révolutionnaire du Sud-Vietnam. Titre pompeux pour un homme seul, sans statut, qui débarquait dans un pays dont il ignorait tout et n'avait pas la moindre idée de ce qui allait suivre.

Le Suédois me prit dans sa voiture et me conduisit aimablement jusqu'à Hanoi. Je traversai en sa compagnie les quartiers qui bordent la rive gauche du fleuve Rouge. Les traces des grands bombardements de la Noël 1972 étaient partout visibles. Les Vietnamiens n'avaient pas encore eu les moyens de relever entièrement le pays de ses ruines. Ils s'entassaient dans des habitations qu'un souffle de vent aurait pu emporter, des huttes de bambou, des cabanes de planches, des maisons « provisoires » au toit de tôle et aux murs éventrés par endroits. Mais la vie avait repris ses droits. Je fus frappé, sur ces 20 kilomètres de chemins et de route, par la densité de la population, par le grouillement d'hommes, de femmes et d'enfants roulant à deux sur de vieilles bicyclettes, s'affairant dans les jardins ou les rizières, et surtout par le nombre de femmes courbées sur leur travail. Le soir tombait. Mais on ne décelait nulle part un ralentissement d'activité, une pause dans cette agitation qui semblait ne devoir jamais finir.

La voiture du Suédois franchit le fleuve Rouge à une lenteur d'escargot, roulant au pas au milieu d'une cohue de vélos, de piétons et d'antiques autobus, sur le fameux pont Doumer, ce pont de fer contemporain de la tour Eiffel qui, après avoir été bombardé une cinquantaine de fois et touché au moins vingt-cinq fois, tient toujours debout. Nous étions au centre de Hanoi. Le Suédois me déposa devant l'hôtel réservé aux étrangers, un très vieil établissement inauguré en 1913 par le gouverneur général français. Malgré le rendez-vous manqué à l'aérodrome, on avait prévu mon arrivée. On avait mis une chambre à ma disposition. Je fus accueilli par un jeune Gallois de vingt-huit ans, très grand, très

maigre, très nerveux et très bavard, dont on remarquait d'abord la mèche blonde qui lui barrait le front et les longues incisives. C'était Yan Hopwood.

Il me présenta notre « personnel » : une secrétaire, anglaise elle aussi, Wendy Mitchell-Bjoerk, plus un Suédois qui, présent par intérim, devait nous quitter trois jours plus tard, et les deux « commis » que le gouvernement avait affectés à notre staff.

Ces deux Vietnamiens avaient entre soixante-cinq et soixante-dix ans. La modestie de leur fonction officielle, qui leur rapportait 25 dollars par mois et que le gouvernement leur avait octroyée après leur retraite à titre de « récompense », pour les remercier du rôle qu'ils avaient joué pendant la guerre, ne donnait aucune idée de leur passé et de leur personnalité. Ces deux hommes comptent parmi les personnages les plus étonnants qu'il m'ait été donné de rencontrer au cours de mon existence. Le premier, ancien capitaine d'artillerie, était borgne : l'éclat d'un obus français tiré pendant la bataille de Diên Biên Phû avait crevé son œil droit. Je ne sais pas ce qu'il avait tout d'abord ressenti en apprenant qu'il travaillerait désormais avec un compatriote de ses anciens ennemis. Comme son collègue, il me salua, le premier soir, avec une courtoisie un peu empruntée, ce qui me parut normal.

Le second commis avait, lui aussi, pris une part importante à la guerre contre la France. Il me révéla par la suite qu'il avait été le grand responsable de la logistique de l'artillerie nord-vietnamienne pendant la bataille de Diên Biên Phû. Les chefs du corps expéditionnaire français avaient groupé leurs forces dans la cuvette de Diên Biên Phû en pensant attirer dans un piège le gros des troupes vietminh et pouvoir ainsi « casser du Viet » en toute sécurité. Pas une seconde ils n'avaient imaginé que les maquisards transporteraient jusqu'au lieu de la bataille, à dos d'homme ou sur des bicyclettes, une artillerie qui transformerait en désastre le succès qu'ils escomptaient.

Avoir comme « collègue » un des *deus ex machina* de la disparition de la présence française en Indochine me parut ahurissant. Mais tout, dans ce Vietnam de 1975, était hors du commun.

En dehors de leur fonction officielle, ces deux officiers à la retraite en avaient une autre, qui l'était un peu moins. Ils étaient

chargés, ce qui ne me choqua pas, de savoir qui nous étions, ce que nous avions dans la tête. Quinze jours après mon arrivée, l'ancien capitaine d'artillerie me dit : « Nous devons découvrir ce que cachait votre mission. Mais il n'y a rien, vous êtes comme tout le monde. »

Nos deux collègues vietnamiens n'avaient découvert que la vérité : nous n'avions aucune instruction « confidentielle » ; nous étions à Hanoi simplement pour rechercher les possibilités d'une coopération étroite entre l'UNICEF et le Vietnam. Dès lors, leur méfiance s'évanouit ; et je développai avec ces vénérables soldats des liens d'amitié exceptionnels. L'acrimonie, la gêne que l'affrontement entre nos deux pays aurait pu installer entre nous, tout cela se dissipa. Ils me racontèrent avec une verve intarissable leur passé d'ancien combattant comme j'aurais pu leur raconter le mien si j'avais eu leur expérience de la guerre. L'ancien capitaine ne me tenait pas rigueur de l'éclat d'obus qui l'avait rendu borgne. Le soir, un verre d'alcool de riz en main, il évoquait pour moi tout ce qu'il avait vécu dans la brousse, ses marches interminables dans la jungle avec derrière lui une section de douze hommes qui portaient les pièces et les obus de son canon, un vieux 75 français. « Nous marchions 35 kilomètres jusqu'à l'endroit où on nous avait signalé la présence de l'ennemi. Une fois sur place, nous montions le canon et nous tirions un obus ou deux. Puis nous démontions le canon en vitesse et nous foutions le camp. »

Je me souviendrai toujours de ces deux hommes extraordinaires. D'autant qu'ils jouèrent dans le succès de ma mission un rôle capital.

Cette mission s'annonçait difficile. Je m'en rendis compte dès le premier soir, au cours du dîner où, dans la salle à manger de l'hôtel, en compagnie d'Hopwood, de notre collègue suédois et de Mrs. Mitchell-Bjoerk, je découvris le « menu » très simple qui nous serait servi matin, midi et soir pendant deux ans : menu qui, malgré son austérité, était beaucoup plus abondant que la ration journalière de l'ensemble des Vietnamiens. Il y avait douze « plats ». Si on arrivait en retard, il n'en restait plus que la moitié. C'était bien suffisant.

L'atmosphère de la salle à manger de l'hôtel était singulière. Il y avait différentes tables : celle de l'UNICEF, celles des délégations



chargées de la coopération bilatérale entre le Vietnam et des pays comme la Suède, l'Allemagne de l'Est, l'URSS ou la France, puis celle des Chinois, qui passaient de temps à autre. Le premier soir, tout le monde me dévisagea : j'étais le « nouveau ». L'arrivée d'une « nouvelle tête » était, pour les habitants de l'hôtel, une curiosité. Cette curiosité tombait assez vite : en général, les « nouveaux », qui apparaissaient, restaient quelques semaines ou quelques mois puis s'en allaient, revenaient toujours : tout le monde finissait par se connaître ; et il se créait, entre ces hommes venus de tous les coins du monde, des liens solides et durables.

Au cours de ce premier dîner, Hopwood m'exposa l'ensemble de la situation. D'un point de vue matériel, les choses étaient nettes : nous n'avions pas de voiture, pas de télex et, hormis celui de l'hôtel, pas de téléphone.

Pour le reste, les choses étaient plus compliquées. Une seule certitude : le gouvernement nord-vietnamien se méfiait des Nations unies. L'ONU était pour lui une émanation du monde occidental, principalement des puissances anglo-saxonnes, donc une organisation qui avait été liée, pendant la guerre, à l'agression américaine. Les Nations unies avaient quand même, outre les représentants de l'UNICEF, deux agents sur place : les représentants du haut-commissariat pour les réfugiés, chargés de s'occuper, depuis les accords de Paris de 1972, encore appliqués et qui entérinaient la séparation du Vietnam en deux États, des « personnes déplacées » ballottées des deux côtés du 17<sup>e</sup> parallèle. Était présente également la Croix-Rouge internationale.

En dépit de l'absence à Hanoi d'un représentant officiel et permanent auprès du gouvernement du Nord, l'UNICEF, depuis trois ans, avait déjà pu agir dans un certain nombre de domaines. Grâce à ses « voyageurs », comme le Français Jacques Beaumont, dont les visites fréquentes, depuis la fin de la guerre, avaient commencé à « dégeler » l'atmosphère, le Fonds avait livré au Nord-Vietnam du matériel d'urgence : médicaments, ambulances, équipements hospitaliers. Une partie de ce matériel avait été rétrocédée aux Khmers rouges, qui avaient leur base arrière au Vietnam, et au « gouvernement provisoire » du Sud-Vietnam, toujours installé à Hanoi et dans les maquis du Sud.

L'UNICEF avait un bureau efficace au Cambodge et au Laos.

Les deux autres parties, le Nord-Vietnam et le gouvernement provisoire du Sud, n'entretenaient avec le Fonds que des contacts épisodiques. Le gouvernement nord-vietnamien semblait vouloir en rester là; il n'avait pas demandé de représentant permanent de l'UNICEF. Quant au gouvernement provisoire du Sud, pour des raisons politiques que je n'ai, par la suite, jamais approfondies, il avait fait connaître, sans le préciser par écrit, son souhait de travailler à Hanoi, après la fermeture des bureaux de l'UNICEF à Saigon, avec un correspondant du Fonds.

Ce correspondant, c'était moi. Mais mon arrivée au Nord-Vietnam ne répondait en fait à aucune requête officielle. Mon rôle ainsi que celui de l'équipe qui m'entourait consistait simplement à dire à la fois aux nouvelles autorités du Sud et au gouvernement du Nord : « Voyons quelles sont les possibilités de collaboration entre l'UNICEF et l'ensemble du Vietnam. »

C'était tout. A nous d'agir.

Les débuts furent assez ambigus. Je rencontrai d'abord les autorités sud-vietnamiennes, c'est-à-dire un haut fonctionnaire qui faisait fonction de ministre de la Coopération.

L'entrevue, comme toutes celles que j'eus par la suite au Vietnam, commença par se dérouler en vietnamien et en présence d'un interprète. Dix minutes après cette entrée en matière officielle, le ministre de la Coopération se mit à parler français.

Il en alla ainsi au cours de tous mes contacts avec les dirigeants vietnamiens. Les hommes chargés des relations avec l'étranger étaient tous âgés et avaient tous connu la période coloniale française. Cette communauté de langue me facilita énormément la tâche.

Le « ministre » de la Coopération sud-vietnamien me dit que son gouvernement s'attaquerait bientôt, une fois en place à Saigon, à la reconstruction du Sud. Il avait passé de longues années à se battre avec ses camarades du Front national de libération et connaissait mal le pays. Mais il savait que la population sud-vietnamienne manquait d'écoles et de matériel médical. Les membres du gouvernement provisoire avaient accompli plusieurs missions au-delà du 17<sup>e</sup> parallèle et dressé un inventaire complet des besoins les plus urgents.

## VIETNAM

C'était net et clair. Mes rapports avec le gouvernement nord-vietnamien furent beaucoup plus tendus.

Le gouvernement d'Hanoi avait des vues très précises sur les conditions de développement de son pays. Il savait exactement ce qu'il voulait et ce qu'il ne voulait pas. Et il entendait « négocier » avec nous sur des bases qu'il avait établies lui-même. Cette raideur et cette obstination, jointes à une patience où entrait sans doute une grande part de « tactique », mirent mes nerfs et ceux d'Hopwood à rude épreuve. Si les Nord-Vietnamiens avaient, sur la collaboration qu'ils attendaient de l'UNICEF, des idées bien arrêtées, nous avions les nôtres, sûrement différentes et basées sur notre expérience. La tension qui en résulta fut longue et parfois décourageante. Mais elle valait la peine d'être analysée. Elle aboutit à une coopération étroite entre l'UNICEF et le Vietnam. Et elle nous permit, à Hopwood et à moi, puis ensuite à Simon Spivac qui vint compléter notre équipe, de découvrir les ressources intellectuelles, la vigueur et l'énergie d'un peuple remarquable.

D'habitude, lorsqu'un représentant de l'UNICEF débarque, dûment accrédité, dans le pays où il vient d'être nommé, il n'a aucun mal à se faire connaître et à nouer les liens qui seront nécessaires au démarrage de son action. Dès mon arrivée à Alger, par exemple, j'avais demandé audience au ministre de la Santé et j'avais été voir le directeur des Affaires étrangères chargé des Nations unies. Au niveau administratif, tout s'était déroulé normalement, sans la moindre anicroche.

Au Vietnam, rien ne se passa de façon « normale ». J'allai quand même me présenter tout d'abord au ministère des Affaires étrangères, par politesse, pour dire simplement que j'étais là. L'atmosphère fut très courtoise mais froide. Toujours cette vieille méfiance des Nord-Vietnamiens à l'égard des Nations unies. Ensuite, je dus attendre le bon vouloir des autorités.

L'Administration vietnamienne était terriblement compartimentée. Il existait dans chaque ministère un fonctionnaire responsable des relations avec l'étranger et la coopération avec le monde extérieur, que cette coopération fût bilatérale ou multilatérale, comme c'était le cas avec les Nations unies. Ce « monsieur X » était la seule personne à qui pouvaient avoir affaire les représentants des organisations internationales. Le même système fonctionnait pour le « Comité de la mère et de l'enfant »,

## VIETNAM

institution spécifiquement vietnamienne dont je reparlerai.

Jusque-là, tout peut paraître simple. Mais il y avait autre chose. Ces fonctionnaires en poste dans chaque ministère ne négociaient pas directement, et chacun dans leur partie, avec leurs interlocuteurs. Ils le faisaient par l'intermédiaire d'un coordinateur, une sorte de messenger qui discutait soit en leur nom, soit en leur compagnie, mais qui était toujours là. Cet homme clé, c'était le représentant de « Vietcross », la Croix-Rouge vietnamienne.

Ce fut lui qui nous approcha le premier. Pendant des semaines, nous n'avons eu de contact qu'avec cet homme silencieux et fugace qui venait nous voir tous les quatre jours, nous apportait un message, attendait la réponse et s'en allait. Pour le reste, silence.

Nous passions nos journées, Hopwood et moi, à glaner où nous pouvions des informations sur le pays, lisant tout ce qui nous tombait sous la main, en particulier la *Revue des études vietnamiennes*, et interrogeant les Suédois, les Russes, les Chinois, les Allemands de l'Est ou les Français qui vivaient avec nous à l'hôtel, sur ce qu'ils avaient pu voir et sur les conclusions qu'ils en tiraient. Nous nous promenions souvent autour du petit lac de Hanoi ou dans la vieille ville de style colonial, assez délabrée à l'époque. Nous étions chaque fois frappés par l'atmosphère de travail incessant qui régnait dans la ville, par le spectacle des femmes serrées le long des chaînes de montage dans les usines qui ceinturaient l'hôtel, puis, à partir de 6 heures, par la ruée calme de la foule qui emplissait les rues égayées par le rire des enfants juchés sur le porte-bagages de leur mère. Tout cela a été décrit cent fois. Mais il faut l'avoir vu.

De leur côté, nos collègues vietnamiens essayaient de rassembler pour nous des textes et des statistiques. Je ne savais toujours rien des désirs du gouvernement. J'avais simplement trouvé, dans la cantine de « l'ambassadeur itinérant » du Fonds qui m'avait précédé et qui n'était resté à Hanoi que plusieurs fois quinze jours, un rapport de quinze pages sur la livraison au Nord-Vietnam par l'UNICEF d'écoles préfabriquées. C'était tout.

Trois semaines, donc, passèrent ainsi. Enfin, un beau jour, se présenta à l'hôtel une délégation nord-vietnamienne conduite par l'inévitable délégué de « Vietcross », qu'entouraient le représen-

tant de l'Éducation nationale et surtout la vice-présidente de la Croix-Rouge.

C'était une dame d'un âge certain, au visage froid et au sourire de commande. Mais j'eus l'occasion de remarquer par la suite qu'il lui arrivait quand même de se détendre, de renoncer tout d'un coup à cette façade figée; elle devenait alors très humaine, très chaleureuse.

Notre premier contact fut sans équivoque. La dame et les deux hommes qui la suivaient prirent place avec Hopwood et moi dans un salon de l'hôtel. La vice-présidente fut précise d'emblée. Elle nous regarda en souriant et nous dit :

– Nous sommes venus vous présenter nos demandes.

En général, une négociation ne commence pas aussi brutalement. On avance petit à petit, après des paroles de bienvenue et des propos divers sur le temps, les conditions d'hébergement ou des impressions plus ou moins personnelles sur le pays. La vice-présidente de « Vietcross » ne s'embarrassa pas de ces préambules. Elle nous fit un discours très clair.

– Votre prédécesseur s'est engagé au nom de votre organisation à nous fournir des écoles préfabriquées. Il y en a déjà vingt en construction, dix à Hanoi et dix à Haiphong. Nous en sommes satisfaits. Nous espérons que la deuxième tranche est en cours de livraison.

Les Vietnamiens semblaient avoir une passion pour le préfabriqué. La raison de cet engouement sautait aux yeux : la population nord-vietnamienne était dans un état de fatigue physique extrême. Voir arriver des écoles toutes faites avec les techniciens chargés de les poser (ces écoles étant fabriquées en Suisse, elles arrivaient flanquées de leurs monteurs suisses) tenait pour eux du miracle. Il ne restait aux ouvriers vietnamiens, après avoir coulé la dalle de mortier sur laquelle on installerait le bâtiment, qu'à en construire l'annexe sanitaire. C'était idéal; mais c'était cher : il fallait faire fabriquer les écoles, les acheminer, les monter, livrer en plus le matériel scolaire sans lequel elles n'auraient servi à rien. L'ensemble du projet revenait à 10 millions de dollars.

Cet aspect des choses ne troublait pas la vice-présidente de « Vietcross ».

## VIETNAM

– Nous avons donc reçu vingt écoles, nous dit-elle. Il nous en faut vingt autres. De toute façon, c'est signé.

Jacques Beaumont avait effectivement rédigé un protocole d'accord que j'avais lu attentivement. Accord très complexe qui, tout en approuvant le principe de la livraison de dix autres écoles, contenait neuf annexes qui en rendaient la réalisation impossible. Il s'agissait d'un invraisemblable malentendu entre Beaumont, le siège de New York et les Vietnamiens; malentendu qui justifiait d'ailleurs la présence à Hanoi d'un représentant permanent de l'UNICEF.

La vice-présidente, qui représentait le ministre du Plan, avait des idées très arrêtées. Après avoir réclamé ses écoles, elle nous fit une longue analyse, très charpentée, de la situation de son pays. Elle rappela les méfaits du colonialisme français et de l'agression américaine, insista sur les ravages causés par les bombardements, nous parla de la pauvreté du Nord-Vietnam, des épidémies qui affaiblissaient le peuple, de la sous-nutrition (et non malnutrition) des enfants. Puis elle conclut :

– Nous voulons des matières premières. Un : du lait en poudre. Deux : des métrages de plastique avec lesquels nous fabriquerons nous-mêmes des sandales et des imperméables pour les femmes et les enfants. Trois : nous voulons également des médicaments en gros que nous conditionnerons nous-mêmes.

Elle sourit, me signifiant par là qu'elle me laissait la parole. Je répondis :

– Madame, il faut que je réfléchisse à la question des écoles. J'attire votre attention sur le fait que leur coût me semble monstrueux. Mais je ne connais pas assez le dossier et nous en reparlerons. En ce qui concerne les matières premières dont vous dites avoir besoin, je ne vois aucune raison de vous les refuser. Nous avons de l'argent pour cela. Mais je crois devoir vous préciser d'emblée notre point de vue. Si vous voulez établir avec l'UNICEF une collaboration à long terme, il faudrait que nous connaissions mieux la situation de votre pays, que nous ayons une idée exacte des goulots d'étranglement de votre développement, ou simplement de votre survie. Il faudrait que nous vous aidions à identifier les secteurs dans lesquels l'aide que nous pouvons vous apporter sera certainement plus utile que les produits que vous

nous demandez. Car lorsque ces produits auront été consommés, vos besoins resteront les mêmes.

La vice-présidente m'écouta poliment. Puis elle s'en alla, en souriant une dernière fois. Mais son sourire était un peu nerveux. Elle ne manifesta pas le moindre ressentiment : au Vietnam, personne ne se met jamais ouvertement en colère. Je sentais pourtant que mon intervention ne lui avait pas plu.

Je ne me trompais pas. Pendant trois semaines, personne, pas même le coordinateur de « Vietcross », ne nous donna signe de vie.

J'avais quand même bon espoir. Je passai ces trois autres semaines à compléter mon information sur le Vietnam. Confiné dans mon hôtel, avec mes deux amis vietnamiens et Hopwood, qui accumulait les renseignements sur le pays, je pus commencer à me faire une idée de l'organisation du ministère de l'Éducation nationale, du ministère de la Santé et surtout du « Comité de la mère et de l'enfant ».

Le « Comité de la mère et de l'enfant » est une institution commune aux pays socialistes et surtout typiquement asiatique. C'est un véritable ministère de l'Enfance, comme j'ai rêvé qu'il en existe partout dans le tiers monde. Ce « ministère » s'occupe exclusivement des mères et des enfants d'âge préscolaire qui, à six ans, échappent à son contrôle pour passer sous celui du ministère de l'Éducation. En 1975, l'action du Comité vietnamien couvrait déjà 27 % des enfants du Vietnam; chiffre stupéfiant, qui n'existait dans aucun autre pays du monde en cours de développement.

La fonction éducative du « Comité de la mère et de l'enfant » était limitée. Mais il assurait, ce qui était très important au Vietnam où toutes les femmes travaillent, une fonction de garderie, tout en supervisant la santé et l'alimentation des enfants. Il existait ainsi dans ce pays un service qui permettait à 27 % des jeunes enfants d'échapper aux agressions de leur milieu. Dans les pays du tiers monde que je connaissais et que j'allais connaître par la suite, les ministères des Affaires sociales, qui, avec quelques garderies et quelques centres médico-sociaux, jouaient un peu le même rôle, couvraient au grand maximum 1,5 ou 2 % des jeunes enfants. Si le système vietnamien était si efficace, c'était à cause de son extrême simplicité et parce qu'il s'appuyait sur l'austérité et la rigueur



## VIETNAM

auxquelles était habituée la population. Au Vietnam, on parait au plus pressé : un vieux garage pouvait très bien se transformer en garderie. Une mère de famille qui avait élevé deux ou trois enfants pouvait devenir monitrice. Quant à l'alimentation fournie aux enfants pendant les heures de garde, elle ne faisait que compléter celle qu'ils recevaient chez eux.

Ce système fonctionnait depuis des années. J'eus tout le loisir, pendant les longues journées que je passai à l'hôtel, de l'étudier à fond. Et lorsque la vice-présidente de « Vietcross », après trois semaines de mutisme, me rendit enfin une seconde visite, toujours flanquée de ses deux accompagnateurs, j'avais déjà, sans être sorti d'Hanoi, quelques connaissances précises sur le Vietnam.

Cette seconde entrevue fut presque identique à la première. La vice-présidente s'assit et dit avec un sourire glacé :

– Vous n'avez pas réagi à nos propositions.

Je répondis :

– Madame, je vous ai exposé mon point de vue. Je peux, bien sûr, accéder à vos demandes, mais vous devez savoir que cela ne nous mènera pas très loin. Je me permets d'insister : que se passera-t-il ensuite ?

Elle m'écouta sans réagir puis, très cérémonieusement, comme toujours, demanda la parole. Elle parla de nouveau de la pauvreté du pays, de la présence française, de la guerre américaine, des épidémies, de la sous-nutrition. Et elle réitéra les souhaits de son gouvernement : écoles préfabriquées, lait en poudre, plastique, médicaments.

Je ne pus, en échange, que développer mes arguments, plaider encore une fois pour une coopération plus vaste et à plus long terme.

– Sachez, lui dis-je, que je suis toujours prêt à satisfaire vos demandes. Mais l'essentiel est ailleurs.

La vice-présidente m'écouta jusqu'au bout. Puis elle se leva, me salua cette fois-ci sans sourire, et s'en alla. Son départ fut suivi de trois autres semaines de silence. Pas un contact, pas un message. Nous étions toujours isolés, Hopwood et moi, dans notre vieil hôtel, en compagnie des délégations étrangères, avec pour seule distraction les repas toujours identiques et les mêmes promenades dans la ville coloniale et autour du lac.

Je me demandais si cette série de chassés-croisés ne s'achèverait pas par une réaction brutale, si les Nord-Vietnamiens, excédés, n'allaient pas m'expulser, demander au siège de New York de leur envoyer un représentant plus « capable » ou, tout simplement, couper définitivement les ponts avec l'UNICEF, ce qui aurait été un échec pour tout le monde.

J'étais inquiet mais je ne me décourageais pas encore. Hopwood, lui, en dépit de sa nervosité naturelle, « gardait le moral ». Seuls nos deux amis vietnamiens avaient l'air navré et perplexe.

Hopwood m'aida, en continuant à rassembler toutes sortes d'informations, à affiner ma connaissance de la réalité vietnamienne. Nous savions désormais comment fonctionnait le système de Santé publique et l'infrastructure scolaire, comment étaient alloués les différents budgets. Nous avions ainsi une idée assez claire des secteurs où l'aide de l'UNICEF pourrait avoir un effet en profondeur.

Je commençais aussi à comprendre le « vietnamisme », version vietnamienne du marxisme, mélange très brillant pour moi du bouddhisme, du confucianisme et de la tradition communale du pays, le tout enrichi par l'influence chinoise, l'esprit « pasteurien » et l'épidémiologie hérités de la présence française. Ces apports divers avaient abouti à un système très original, qui appartenait en propre à ce pays et à ce peuple. Le principe de base de ce système était très simple : au Nord-Vietnam, tout ce qui était bon pour un village l'était pour tous les autres. Même si la capacité de couverture était très basse, même si l'on ne pouvait donner à chaque habitant que peu de chose, on le donnait à tout le monde, sur l'ensemble du pays. Il découlait d'un tel postulat qu'on ne pouvait, tout d'abord, que traiter les problèmes fondamentaux avec les moyens les plus rudimentaires.

C'était ce qui se passait dans le domaine de la Santé. Le système éducatif fonctionnait de la même façon. Les Vietnamiens ne mettaient pas la charrue avant les bœufs. Pour faire la classe, il suffisait d'un toit pour protéger les écoliers de la pluie. Sans plus. Assis par terre, les enfants écrivaient sur une ardoise avec un morceau de craie (le Nord-Vietnam étant un gros producteur de craie, ils n'en manquaient pas). Les autorités partaient du principe

qu'il suffit, pour faire passer un message éducatif, d'un instituteur qui croie en son métier et d'écoliers disciplinés, ce qui était le cas au Vietnam.

Je découvris ainsi, pendant ces semaines de solitude, d'inquiétude et d'inaction, que les services de base, que nous avions eu tant de mal, depuis New York, à mettre sur pied, existaient au Vietnam depuis des années. Ici, sur l'ensemble du territoire, y compris dans les zones montagneuses peuplées de minorités, les problèmes fondamentaux étaient pris en charge à 99 %. Cette découverte fut pour moi capitale. Elle allait me permettre de défendre mon point de vue de façon beaucoup plus efficace et de convaincre le gouvernement nord-vietnamien de son bien-fondé.

Le silence des autorités devenait chaque jour plus pesant. Il perturbait de plus en plus nos deux « commis ». Un soir, vers 8 heures, l'ancien capitaine d'artillerie vint me voir dans ma chambre. Peut-être avait-il un peu bu. En tout cas, il se « jeta à l'eau » et me dit ce qu'il avait depuis longtemps sur le cœur.

– Les Nord-Vietnamiens ne vous sont pas hostiles. Mais ils se sont braqués sur leurs demandes.

Il hésita un instant puis ajouta :

– Pourquoi ne rédigeriez-vous pas vos propositions et votre façon de voir les choses? Je pourrais transmettre votre « papier » à qui de droit.

Je répondis :

– Je ne suis jamais sorti d'Hanoi et je n'ai de votre pays qu'une connaissance livresque et fragmentée. Mais j'ai quand même ma petite idée. Je veux bien essayer.

L'artilleur borgne sortit. Je me mis au travail. Je commençai mon « papier » à 9 heures du soir et je le terminai à 4 heures du matin. Au cours de ces sept heures, j'exposai les idées qui avaient toujours été les miennes en les appliquant à la réalité nord-vietnamienne, du moins ce que j'en savais. J'expliquai pourquoi, à mon avis, il ne fallait plus construire d'écoles préfabriquées, pourquoi l'importation de matières premières me paraissait, non pas inutile, mais peu efficace. J'expliquai surtout pourquoi il valait mieux utiliser les énormes moyens que l'UNICEF avait affectés au Vietnam (20 millions de dollars en 1975; le Vietnam était alors la

« mauvaise conscience du monde ») pour améliorer ce que les Vietnamiens avaient déjà mis en place.

Employant volontairement la terminologie marxiste, j'écrivis qu'il fallait d'abord protéger la « force de travail », c'est-à-dire la population elle-même. Il fallait donc perfectionner le système de Santé publique, continuer à assurer la santé de la population à la base.

Mis en place suivant les principes pasteurien hérités de la présence française, rajeuni par un apport venu de Moscou et surtout de Berlin-Est, ce système avait permis au Vietnam de surveiller de très près l'état de santé de ses habitants. On pouvait y attraper toutes les maladies possibles : la diphtérie, des encéphalites, la dengue (forme de grippe tropicale aux effets très graves), la lèpre et même la peste. Mais on en mourait très peu. Car dans le village le plus isolé, la moindre fièvre suspecte était immédiatement signalée. D'où cette mortalité infantile très basse (moins de 30 ‰) qui, dans une nation dont le produit national brut était déjà, avant les grands bombardements américains, avec 200 dollars par tête, un des plus bas du monde, témoignait d'une indiscutable réussite. J'écrivis donc :

« Il faut protéger la " force de travail " au niveau des soins, en améliorant le fonctionnement des petits dispensaires communaux. On devrait également doter le pays de moyens plus modernes que ceux dont vous disposez pour que le contrôle de l'hygiène et de l'épidémiologie puisse vraiment atteindre une densité maximale. Il est indispensable de développer les centres provinciaux d'hygiène et d'épidémiologie et d'étoffer, au niveau des districts et des villages, les brigades d'intervention contre les épidémies.

« Enfin, puisque, dans votre pays, le facteur principal de propagation des épidémies est la contamination de l'eau, les rizières étant de redoutables foyers de contamination, pourquoi ne pas multiplier, dans vos régions les plus défavorisées, le nombre de latrines? »

Il existe au Vietnam, et c'est encore un chiffre remarquable pour un pays du tiers monde, une « latrine » pour 2,5 familles. Ce sont les fameuses fosses étanches vietnamiennes, qui stérilisent les excréments humains avant de les utiliser (ce qui se fait en Asie depuis des millénaires) comme engrais. Ces latrines sont métho-

diquement répertoriées, comme le sont les puits (un pour 3,5 familles). D'où une possibilité de contrôle immédiat. Dès qu'une épidémie se déclenche, le puits responsable de la contamination est très rapidement identifié.

Après avoir insisté sur la préservation de la « force de travail », je fis le même raisonnement à propos de l'« outil de travail », qui se prépare avec l'éducation. Sans remettre en cause les écoles préfabriquées en elles-mêmes, je fis remarquer qu'avec la somme que coûteraient ces 20 bâtiments de 8 salles chacun, on pourrait très bien, en employant des moyens plus économiques et plus accessibles, construire 1 000 salles de classe. Je proposai une extension du système des garderies, la formation de personnel et la construction de garderies pilotes dont les communes auraient pu reproduire le modèle. En ce qui concernait l'alimentation des enfants, je suggérai que les autorités se lancent dans la fabrication d'un produit voisin de la supéramine, en y intégrant du riz et du soja, dont la culture était alors, avec l'aide chinoise, en cours d'expérimentation. Je leur proposai, en dernier lieu, d'encourager dans le pays la fabrication de matériel scolaire et éducatif. « Plutôt que de l'importer, nous pourrions, nous, UNICEF, équiper des ateliers de fabrication. » Enfin, détail qui peut paraître secondaire mais qui avait son importance, pourquoi les Nord-Vietnamiens ne fabriqueraient-ils pas eux-mêmes les jouets de leurs garderies au lieu d'importer de Saïgon des poupées occidentales?

Je terminai ce rapport en disant : « Avec 20 millions de dollars, on peut faire énormément de choses. »

Mon ami vietnamien disparut avec ces propositions. Elles furent effectivement transmises à qui de droit. Huit jours plus tard, le délégué de l'Éducation nous convoqua, Hopwood et moi, au ministère. L'entrevue fut tendue et glaciale. Le délégué nous affirma tout net qu'il n'approuvait pas l'abandon des écoles préfabriquées. Je répondis très brutalement que le projet était abandonné, que la deuxième tranche malencontreusement promise par mon prédécesseur était annulée par les annexes du procès-verbal. Je justifiai cet abandon en ajoutant que, de toute façon, l'idée de m'associer à cette opération qui n'aurait abouti qu'à une énorme dépense financière peu conforme, me semblait-il, aux intérêts du Vietnam, ne me plaisait pas.

## 40 000 ENFANTS PAR JOUR

– Au revoir, monsieur, me dit le délégué.

En apparence, c'était l'échec total.

Quinze jours plus tard, la vice-présidente de « Vietcross » vint nous voir à l'hôtel pour la troisième fois. Elle nous tint exactement le même langage qu'au début des entrevues précédentes.

J'avais progressé. Je commençais à comprendre la rhétorique vietnamienne. Elle consistait, non pas à formuler des requêtes simples, mais à les situer dans un discours fleuve, laissant à l'interlocuteur le soin de les deviner. Fort des renseignements que je possédais à présent sur le pays, je me lançai à mon tour dans un exposé de trois quarts d'heure où j'insistai sur ce que l'organisation des « services de base », telle qu'elle existait au Nord-Vietnam, avait pour moi de remarquable, mais aussi de perfectionnable. Je repris ensuite mon plan d'action en disant :

– Voilà, me semble-t-il, une base raisonnable de négociation.

Selon son habitude, la vice-présidente m'écouta jusqu'au bout, sans manifester la moindre émotion. Puis elle nous quitta.

Deux mois plus tard, toutes mes propositions étaient acceptées.

« Monsieur vingt-six minutes. » Ainsi appelait-on au Vietnam le fameux professeur Tôn-Thât-Tunỹ (prononcer : « Toung Ta Toung »), chirurgien de génie et grand spécialiste du cancer du foie. Tôn-Thât-Tunỹ est mort il y a deux ans. A l'époque où je fis sa connaissance il était toujours, malgré son âge, en pleine possession de ses moyens. Il savait que j'avais été médecin et ne se gênait pas pour me parler avec ironie de mon métier de « fonctionnaire ».

– Qu'est-ce que tu fais à jouer les bureaucrates? me disait-il souvent. Viens m'aider.

J'y allais de temps en temps, non seulement pour me changer les idées et garder l'illusion que j'étais encore un peu médecin, mais surtout pour le simple plaisir d'admirer les gestes d'un homme qui possédait la main la plus sûre, la plus précise et la plus rapide qu'il m'ait été donné de voir.

Le cancer du foie connaissait au Vietnam une extension inquiétante. Comme de nombreux chercheurs de son pays, Tôn-Thât-Tunỹ était persuadé qu'il existait un lien entre cette progression et l'usage des défoliants par les Américains. Le stade ultime du traitement de ces cancers à évolution foudroyante, c'était la chirurgie. Tôn-Thât-Tunỹ opérait dans des conditions précaires, « à fenêtres ouvertes », c'est-à-dire n'importe où. Le Vietnam ne disposait pas encore de salles d'opération perfection-

nées. Tôn-Thât-Tunŭ travaillait au-dessus d'un billard de fortune, chassant souvent les mouches qui tournaient autour de sa tête ou se posaient sur le corps du patient. En Europe ou aux États-Unis, de telles conditions d'intervention auraient fait crier au scandale. Mais Tôn-Thât-Tunŭ ne se souciait pas des mouches et de ce qu'elles pouvaient véhiculer. Il ne croyait pas à ce genre de problèmes.

– L'essentiel, disait-il, c'est d'aller vite et d'opérer clairement.

Il lui fallait exactement vingt-six minutes, pas une de plus, pas une de moins, pour enlever la moitié d'un foie. D'où son surnom.

Il n'entrait en scène qu'une fois son malade « préparé » par ses aides, endormi et l'abdomen ouvert. Alors l'émerveillement commençait. Tôn-Thât-Tunŭ donnait l'impression d'opérer avec une facilité et une aisance de magicien. Ce n'était qu'à la fin de l'opération qu'on se rendait compte de la concentration dont il était capable, de la tension physique et nerveuse qu'il supportait pendant ces vingt-six minutes de travail. Chaque intervention le laissait en nage, épuisé. Lorsque j'avais eu le privilège de lui « donner la main », il m'emmenait manger une soupe chinoise qui le remettait complètement sur pied.

Tôn-Thât-Tunŭ, ancien interne des hôpitaux de Hanoi, avait achevé sa formation en France. Comme les excellents médecins que comptait le Vietnam, ce chirurgien hors série était un pur produit de ce que les colonisateurs français avaient, en matière de santé, apporté aux pays d'Indochine. Ils avaient bâti au Vietnam, au Cambodge et au Laos un système de Santé publique identique à celui qu'ils avaient mis en place dans leurs colonies d'Afrique, système imprégné d'esprit pasteurien, axé sur l'action d'instituts d'hygiène et la lutte contre les grandes endémies.

L'influence française n'avait pas empêché les Vietnamiens formés en France de rester farouchement nationalistes. (Tôn-Thât-Tunŭ, pour ne citer que lui, avait été chirurgien-chef des troupes Vietminh au cours de la bataille de Diên-Biên-Phủ.) Mais le modèle français avait quand même fait ses preuves. Les médecins de l'époque coloniale, vietnamiens ou métropolitains, avaient réussi à contrôler les grandes endémo-épidémies. Leur



## VIETNAM

action s'était souvent limitée aux milieux urbains. Tout en construisant dans les villes de nombreux hôpitaux, les Services de santé français avaient, dans la plupart des cas, laissé les populations rurales livrées à elles-mêmes. A la fin de la première guerre d'Indochine, le bilan de la présence française était donc mitigé : d'un côté, des services efficaces et la formation de très bons médecins; de l'autre, une situation précaire en zone rurale, du moins dans les parties du pays contrôlées par l'armée coloniale, avec une mortalité infantile importante, qui s'élevait, disait-on, à au moins 200 ‰.

Dans les provinces où le Vietminh s'était installé et que les Français n'avaient pas réussi à « réduire », la situation était complètement différente. La guérilla n'est pas seulement une affaire militaire. Pour se faire accepter par la population dans laquelle ils se fondaient, les maquisards s'étaient transformés en administrateurs et surtout en médecins. Pourchassés, harcelés en permanence, vivant clandestinement dans la forêt ou dans la campagne, ils avaient progressivement mis en place, au fil de ces longues années de guerre, un modèle de santé publique tout à fait original.

L'originalité de ce système tenait d'abord à son total dénuement. Les médecins vietminh n'avaient pour tous médicaments « sophistiqués » que ceux que les partisans récupéraient sur les Français après la bataille. Pour le reste, ils se débrouillaient avec les vaccins qu'ils possédaient et les plantes médicinales qu'ils pouvaient se procurer sur les lieux où la guerre les forçait à vivre. Leur action reposait sur l'usage de ces plantes, l'hygiène, l'éducation sanitaire, les vaccinations, le contrôle de l'eau et des latrines. Démunis, traqués, perpétuellement sur le qui-vive, ces médecins de brousse, semblables aux médecins aux pieds nus de la Révolution chinoise, réussirent, entre 1946 et 1954, à gagner la confiance et l'admiration des populations dont ils s'occupaient. Clés de leur réussite, cette confiance et cette admiration entraînèrent une modification du comportement des paysans vietnamiens. De patients passifs « consommant » de la médecine, ils devinrent, conscients de l'importance de ce que leur offraient leurs médecins et leurs infirmiers, connaisseurs et maîtres de leur propre santé; changement d'attitude capital qui permit au Nord-Vietnam, après

le départ précipité des Français, d'appliquer avec des années d'avance sur ceux qui en comprendraient plus tard la nécessité – et qui, à cette époque, commençaient à peine à découvrir les limites du modèle médical occidental – le système des services de base.

La fin de la première guerre d'Indochine accorda son indépendance à un Nord-Vietnam exsangue où régnait la plus grande misère. Il fallait non pas « reconstruire » le pays, mais le construire, lui permettre de tenir debout. Les médecins nord-vietnamiens, qui venaient de vivre pendant près de dix ans dans la clandestinité, travaillèrent dès lors au grand jour à l'élaboration des nouvelles structures du pays. La plupart d'entre eux refusèrent de revenir au système sanitaire antérieur à la guerre, caractérisé par la construction d'hôpitaux dans les grands centres urbains. Ils décidèrent de rester fidèles à l'action qu'ils avaient menée au cours de leurs années de lutte, d'édifier un service de santé publique adapté à la fragilité de la population, à sa faiblesse physique et à sa pauvreté, un système fonctionnant avec les moyens les plus simples et partant de la base, de la commune.

Certains médecins, formés à l'école française, se montrèrent réticents. Le gouvernement les autorisa à s'installer dans les villes. Mais la population urbaine était aussi démunie que celle des campagnes. Il était impossible de lui « vendre » de la médecine. Les médecins récalcitrants finirent par émigrer au Sud-Vietnam, en Europe ou aux États-Unis. Ne restèrent au Nord que les médecins réellement motivés, persuadés que les problèmes de santé s'abordent d'abord au niveau le plus élémentaire, avant d'être pris en charge, au fur et à mesure qu'ils se compliquent, par une filière elle aussi de plus en plus complexe.

Dans la tradition vietnamienne, la commune a toujours été l'entité première. Tous les Vietnamiens sont fiers d'être de « leur village ». S'appuyant sur cette tradition, le régime socialiste du Nord transforma les communes en coopératives. Ces coopératives existent toujours. Chaque commune se voit fixer par le Plan des objectifs de production ; la part de ses récoltes qu'elle doit donner à l'État dépend de la surface cultivable qu'elle exploite. Mais avant de rétrocéder à l'État ce qui lui revient, la commune affecte en priorité une partie de ses revenus à ses dépenses sociales. Ce n'est

pas l'État, qui n'en a pas les moyens, mais la commune qui finance son propre système de santé, son propre système de protection de l'enfant, son propre système scolaire. La participation de la population joue à plein. Les villageois s'intéressent de très près à l'éducation de leurs enfants et à leur santé. Ils y sont autant attachés qu'au lopin de terre de 200 mètres carrés dont dispose chaque chef de famille et dont il fait ce qu'il veut.

A l'inverse de ce qui se passe dans les sociétés occidentales, le paysan nord-vietnamien travaille pour améliorer directement ses conditions d'existence. Le fruit de son labeur n'est ni lointain ni abstrait; il ne lui revient pas sous forme de « retombées ». Il est immédiatement accessible, immédiatement utilisable. Les villageois nord-vietnamiens se sentent donc responsables de l'efficacité de leur système de santé. Ils le supervisent et ils s'en servent. L'État central n'intervient que dans la formation des médecins et des « médecins auxiliaires ». Tout le reste est laissé à l'initiative des habitants du pays.

Très dense, surtout en zone de rizières, le système communal de santé publique couvre de 3 000 à 5 000 habitants. Tout part des hameaux qui forment les communes. Il existe dans chaque hameau des adolescents, volontaires de la Croix-Rouge, à qui on a appris les grands principes d'hygiène, les causes et les symptômes des principales maladies. Chaque fois que quelque chose ne va pas dans une maison, chaque fois que quelqu'un crache de façon anormale, ils donnent l'alarme. Ils préviennent aussitôt le « médecin auxiliaire » de la commune, qui se déplace à bicyclette; ou bien ils évacuent vers le centre de la commune le malade sur un brancard.

Il existe donc une possibilité d'alerte au niveau le plus bas. On passe ensuite à la commune elle-même, où se trouve un « dispensaire-hôpital » de 12 lits dirigé par un « médecin auxiliaire ». La commune paie également 7 agents sanitaires, dont 5 spécialement chargés du contrôle du paludisme et des fosses septiques. Ils encouragent aussi les gens à contrôler eux-mêmes leur environnement; pour pouvoir arriver, à la longue, à se passer d'eux.

Lorsque le « médecin auxiliaire » reçoit à son dispensaire un malade grave qu'il estime ne pas pouvoir soigner, il l'envoie au dispensaire de district, qui regroupe 5 à 7 communes et où exerce

un médecin à part entière. Si le médecin s'estime lui aussi incompetent ou dépourvu des moyens nécessaires, il expédie en ambulance le malade au médecin de la province. Si le médecin de province n'arrive pas à faire un diagnostic, il dirige le patient sur Hanoi.

Ainsi, aucun malade n'accède aux hôpitaux de la capitale sans être passé au préalable par la filière qui part du hameau. Ce système peut paraître rigide et bureaucratique. Mais il fonctionne sans accroc. Au Vietnam, pas une seule grossesse anormale ne passe inaperçue. Grâce notamment aux « brigades mobiles » d'inspection des conditions d'hygiène et d'épidémiologie, formées au niveau des districts, et qui peuvent se déplacer d'autant plus rapidement que les distances entre les malades et les dispensaires ou les hôpitaux sont très courtes, dès qu'il se passe en un endroit quelque chose d'inquiétant, dès qu'on signale des fièvres, des moustiques anormaux ou des encéphalites, l'alarme est tout de suite donnée.

Six mois après mon arrivée à Hanoi, alors qu'il n'y avait pas eu au Nord-Vietnam un seul cas de cette maladie depuis cinq ans, le choléra, apporté par un navire en provenance de Saigon, déferla sur le pays, tuant plusieurs centaines de personnes. Cette flambée foudroyante, favorisée par l'insalubrité des rizières, fut stoppée en un mois. Au bout d'un mois, toute la population vietnamienne avait été revaccinée avec du vaccin frais fabriqué par l'Institut Pasteur de Hanoi. Le médecin-chef de cet institut ne tenait plus debout. Mais le système de santé publique nord-vietnamien avait rempli son rôle. Et aucun Vietnamien n'avait rechigné devant la perspective de se faire vacciner : la confiance que, depuis des années et des années, le peuple témoignait à un système de santé dont il se sentait « propriétaire » se trouvait ainsi justifiée.

Confiance, accessibilité, filière organisée : ce sont les trois éléments clés des services de base, dont notre équipe de New York avait préconisé l'application à l'ensemble du tiers monde. Les Nord-Vietnamiens ne nous avaient pas attendus. Pas plus que nous avaient attendus les Laotiens, les Chinois ou les Soviétiques. Au Vietnam comme dans l'ensemble des pays socialistes, on satisfait d'abord les besoins vitaux. On ne passe au stade supérieur que lorsque ces besoins sont satisfaits. C'est le bon sens même.

## VIETNAM

Ce constat que je fis dès que j'eus la possibilité, une fois mes propositions acceptées par le gouvernement, de sortir d'Hanoi et de visiter le pays, prouvait le bien-fondé de nos réflexions de New York sur la « périphérisation » indispensable des services de santé publique et l'importance primordiale de distances courtes entre les différents dispensaires, ce qui réglait tous les problèmes de transport. Il posait aussi une question essentielle. Pourquoi les régimes dits « communistes » avaient-ils compris depuis longtemps ces nécessités? Et pourquoi les pays du tiers monde de tendance « libérale » étaient-ils restés pendant si longtemps obstinément fidèles au système de la pyramide « posée sur la pointe »?

Je pus mesurer l'abîme qui séparait les deux conceptions en franchissant le 17<sup>e</sup> parallèle. La différence entre le Sud et le Nord sautait aux yeux. Alors que l'argent américain y avait coulé à flots pendant des années, le Sud-Vietnam connaissait la situation de n'importe quel pays tropical africain. La politique des États-Unis et de leurs alliés avait créé toutes les conditions nécessaires à une détérioration de l'état de santé des habitants. Pour couper les jarrets du Vietcong, le gouvernement sud-vietnamien avait vidé les régions rurales. La population de Saigon avait quadruplé en trois ans. D'où un afflux de malades dans les gigantesques hôpitaux de la ville, qui fonctionnaient d'autant plus mal que tout, au Sud-Vietnam, se vendait. Discipline relâchée, absence de vaccination systématique, abandon de la « base », laisser-aller, corruption. Cette anarchie avait abouti à l'installation d'une société où la richesse la plus vulgaire côtoyait une pauvreté effrayante. Les habitants du Sud étaient encore décimés par des maladies moyenâgeuses : la peste, le choléra, qui existait à l'état endémique, et la variole. Le représentant de l'OMS au Sud-Vietnam me confia qu'à son avis, la mortalité infantile y était certainement supérieure, après la chute de Thiêu, à 200 ‰.

On est loin des 30 ‰ du Nord, où on soigne pourtant les gens avec des remèdes dits « de bonne femme ». Au Nord-Vietnam, chaque cour de dispensaire ou d'hôpital abrite un jardin où poussent des plantes médicinales comme la digitale, la belladone, la camomille et le thé chinois, dont on prétend qu'il agit de façon efficace contre le cholestérol. Plus de 80 % des médicaments

#### 40 000 ENFANTS PAR JOUR

utilisés par les Nord-Vietnamiens sont des médicaments traditionnels. D'où le coût très bas des services de santé. Ces services ont si bien fonctionné que le Vietnam est aujourd'hui passé au « stade supérieur »; il est actuellement confronté aux problèmes « secondaires », aux maladies « sophistiquées ». Les grandes endémio-épidémies ont été jugulées. Le pays est toujours aussi pauvre et il le restera sans doute longtemps. Mais en assurant en premier lieu la protection du capital humain, il a réussi à émerger peu à peu du sous-développement sanitaire.

Je ne donnerai qu'un exemple.

Le regard des nutritionnistes, ce que nous appelons entre nous « l'œil du maquignon », est infaillible. Or, entre 1975 et 1977, je n'ai vu au Nord-Vietnam qu'un seul cas de marasme. Sur la route de Haiphong à la baie d'Along, je croisai un jour une petite fille qui portait dans ses bras un enfant de toute évidence malade. Je n'en rencontrai plus jamais d'autre. Mais lorsque je me rendis au Sud-Vietnam, six mois plus tard, je remarquai, sur la route de Saigon, au moins 25 cas de malnutrition grave.

Je ne porte pas de jugement. Je rapporte simplement ce que j'ai vu.